

30 avril 21

UIS 1.2

2020

**NOUVELLES EXIGENCES
OPÉRATIONNELLES**
pour
le tableau de bord national
Rapports opérationnels Excel

Azure DevOps n° À déterminer

Date de sortie à déterminer

**Préparé par l'équipe de développement de l'UIS
Beck Langstone
2020-02-24**

DevOps#

Historique des révisions

Date	Version	Description	Auteur
2020-02-24	1.0	Version originale	Beck Langstone
2020-03-03	1.1	Mise à jour avec les commentaires des développeurs principaux	Beck Langstone
2020-03-04	1.2	Mis à jour avec les commentaires des clients professionnels	Beck Langstone
2020-03-11	1.3	Mis à jour avec les commentaires des clients professionnels	Beck Langstone
2020-03-25	1.4	Mis à jour avec les commentaires des clients professionnels	Beck Langstone
2020-04-08	1.5	Mis à jour avec les commentaires des clients professionnels	Beck Langstone
2020-05-04	1.6	Version finale, commentaires supprimés et mise à jour avec les commentaires des clients et des développeurs	Beck Langstone
2020-05-07	1.7	Le calendrier de l'examen régional est revenu à l'original en raison des commentaires reçus par le client sur le terrain.	Beck Langstone

DevOps#

TABLE DES MATIÈRES

- 1.
2. **ANALYSE DES ACTIVITÉS1**
3. **DÉTAILS DES EXIGENCES2**
4. **LES PROBLÈMES CONNUS OU POTENTIELS DE QUALITÉ DES DONNÉES8**
5. **EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS8**
6. **DOCUMENTS9**
- 7.

DevOps#

1. CONTEXTE / RAISON DU CHANGEMENT

Type de demande

Modifications des rapports Excel du tableau de bord national

Contexte historique

Le 30 novembre 2019, le projet de loi C-83 est entré en vigueur, entraînant l'élimination de l'isolement administratif et disciplinaire et l'introduction des unités d'intervention structurées. Pour répondre à cette législation, un nouveau module d'unité d'intervention structurée (UIS) a été développé.

Le module UIS a été utilisé pour enregistrer les informations relatives aux autorisations de transfèrement vers et depuis le UIS, aux besoins immédiats, aux listes de contrôle des suicides, aux évaluations des risques de menace, aux garanties procédurales, aux examens et décisions du SCC et des décideurs externes indépendants (DEI), aux affectations en cellule, aux activités quotidiennes et aux évaluations de santé.

Le tableau de bord national a été conçu pour faciliter la surveillance des UIS à l'échelle nationale, mais des problèmes de qualité des données ont entraîné l'affichage de chiffres incorrects. Maintenant que les UIS sont mises en œuvre à l'échelle nationale, nous disposons d'une nouvelle série de rapports opérationnels demandés par le client pour soutenir la gestion des UIS et mieux identifier avec précision les dates auxquelles les décisions des UIS prévues par la loi sont requises. Actuellement, ces dates de décision BF sont remplies manuellement, ce qui n'est pas viable, car les délais de décision deviennent de plus en plus difficiles à suivre manuellement.

L'amélioration du tableau de bord national et local existant offrira aux utilisateurs une plus grande souplesse dans l'accès aux données en fonction du rôle et de la raison pour laquelle ils ont besoin de ces renseignements, et permettra de garantir que les décisions de l'UIS sont prises dans les délais prescrits par la loi.

Il s'agira de la première phase des changements apportés au tableau de bord national. Dans un premier temps, nous allons créer ces rapports opérationnels sous la forme de feuilles Excel.

2. ANALYSE OPÉRATIONNELLE

Ces rapports permettront aux unités opérationnelles, aux régions et à l'administration centrale d'accéder rapidement à des informations précises sur les délinquants placés dans le UIS et de savoir quand les décisions futures doivent être prises et quand les décisions antérieures ont été prises. Pour répondre au mieux à ces besoins, trois

rapports distincts seront créés : un premier rapport identifiera la population des détenus actuellement dans le UIS; un deuxième identifiera les décisions et les examens de l'UIS à venir et leurs dates d'échéance respectives; et le troisième identifiera les décisions antérieures de l'UIS spécifiques aux délinquants, ainsi que des renseignements sur leur profil.

3. DÉTAILS RELATIFS AUX EXIGENCES

Description –

1. Ajouter un nouveau rapport sur la population – Exportation Excel

L'utilisateur pourra sélectionner le champ d'application et l'intervalle de temps de ce rapport : pour un établissement, pour une région, et au niveau national. Un bouton « Exporter » permettra de créer une feuille Excel avec les données suivantes. Le rapport comprendra tous les délinquants en UIS ou en déplacement restreint (DR), au cours de la période donnée.

Rapports de population UIS/DR
Code et nom de l'établissement
Nom du détenu
Détenu FPS
Indigène
Genre
Niveau de sécurité du délinquant
Date d'autorisation de transfèrement de l'UIS
Date de confirmation du transfèrement de l'UIS (le cas échéant)
Confinement autorisé par (DAI/DAO ou gestionnaire correctionnel)
Raison du transfèrement UIS
Jours dans le UIS/DR
Transféré depuis quelle unité opérationnelle
Statut de la peine (Incarcération / Détention provisoire / Suspension - Détention provisoire / Nouvelle peine).

2. Rapport Excel sur la décision à venir de l'UIS

L'utilisateur pourra sélectionner le champ d'application de ce rapport : pour un établissement, pour une région, et au niveau national. L'utilisateur pourra également définir une période de temps. Ce rapport montrera les prochaines avancées dans le **temps**.

Un bouton « Exporter » créera une feuille Excel avec les données suivantes.
Seuls les décisions et les examens qui ont lieu à des moments réguliers

apparaîtront dans ce rapport. Les décisions liées à des événements continueront à envoyer des notifications par courriel, et les décisions liées à des recommandations en matière de santé continueront à apparaître sur le tableau de bord local, accompagnées de notifications par courriel.

Rapports de l'UIS BF
Nom du détenu
Détenu FPS
Institution
Indigène
Genre
Date d'autorisation de transfèrement de l'UIS
Date de confirmation du transfèrement de l'UIS (le cas échéant)
Confinement autorisé par (DAI/DAO ou gestionnaire correctionnel)
Raison du transfèrement UIS
Jours dans le UIS/DR
Confirmation de transfèrement (le cas échéant) Date d'échéance
Date limite de décision de transfèrement de l'UIS directeur d'établissement
Responsable de l'établissement Décision à 30 jours
Date limite de révision régionale
Date d'échéance de la décision du commissaire adjoint principal
Date d'échéance de la décision du DEI

Une fois que la décision **non récurrente** requise est achevée, elle s'affiche comme N/A dans ce rapport.

Une fois que la décision/révision **récurrente** requise est terminée, la prochaine date à venir s'affichera dans ce rapport.

Si une décision ou un examen à venir dépend de la date d'une autre décision ou d'un autre examen qui n'est pas encore achevé, la colonne doit indiquer quelle décision doit encore être achevée.

Par exemple, la décision du commissaire principal adjoint doit être prise 30 jours après la décision de 30 jours de l'administrateur général. Si la décision de 30 jours de l'administrateur général n'a pas été prise, la colonne de la date d'échéance de la décision du commissaire principal doit afficher « Décision de 30 jours de l'IH non complétée ».

Si la décision d'un décideur est de transférer un délinquant hors d'une UIS, mais que le délinquant refuse de quitter l'UIS, les décisions et examens à venir continueront d'être suivis dans ce rapport jusqu'à ce qu'il soit libéré avec succès.

3. Rapport sur les décisions antérieures de l'UIS

L'utilisateur pourra sélectionner le champ d'application de ce rapport : pour un établissement, pour une région et au niveau national, ainsi que le calendrier.

Ce rapport affiche tous les examens et toutes les décisions concernant les délinquants qui se trouvent à l'UIS pendant la période donnée. Cela inclut les décisions et les examens qui ont pu avoir lieu en dehors de la période donnée.

Les décisions et révisions finalisées s'afficheront avec une date. Les révisions/décisions « en attente » ou « annulées » s'afficheront comme telles.

Rapport sur les décisions antérieures de l'UIS
Nom du détenu
Détenu FPS
Nom de l'établissement
Indigène
Genre
Niveau de sécurité du délinquant
Date d'autorisation de transfèrement de l'UIS
Confinement autorisé par (DAI/DAO ou gestionnaire correctionnel)
Raison du transfèrement UIS
Jours dans le UIS/DR
Statut de la peine (Incarcération / Détention provisoire / Suspension - Détention provisoire / Nouvelle peine).
Type de révision/décision
Recommandation (le cas échéant)
Résultat de la décision
Date d'achèvement
Libération refusée (le cas échéant)

Le tableau ci-dessous présente les décisions de l'UIS et leurs délais respectifs (le cas échéant). Tout délai compté à partir de la date d'autorisation est inclus dans la date de l'autorisation.

DÉCISION/RÉVISION TYPE	CALENDRIER BF	NOTES
Confirmation de transfèrement de l'UIS	Dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de l'autorisation de transfèrement à l'UIS. Ne s'applique que si l'autorisation est remplie par un gestionnaire correctionnel.	Requis lorsque le gestionnaire correctionnel responsable de l'établissement a autorisé le transfèrement en dehors des heures de travail, les fins de semaine ou les jours fériés. DC 711, par. 14, « Lorsque le gestionnaire correctionnel responsable autorise le transfèrement de l'UIS, le directeur adjoint, Interventions, ou le directeur adjoint, Opérations, doit

		<p>confirmez ou annulez l'autorisation le premier jour ouvrable. »</p>
--	--	--

Annulation de l'autorisation de transfèrement de l'UIS	Pas de calendrier.	A tout moment avant la décision de transfèrement de l'UIS par le directeur d'établissement. Cette décision apparaîtra dans l'historique des rapports de décisions.
Décision de transfèrement de UIS (décision dans les 5 jours ouvrables)	Dans les 5 jours ouvrables suivant la date de l'autorisation de transfèrement vers le UIS. Ne se reproduit pas.	Le responsable de l'établissement décidera d'approuver ou non l'autorisation de transfèrement d'un détenu vers une UIS. DC 711, par. 56 : « Le directeur de l'établissement examine le cas d'un détenu placé dans une UIS, y compris la recommandation du CRCUIS, et rend une décision : a. dans les cinq jours ouvrables suivant l'autorisation de transférer le détenu vers une UIS, y compris le jour de l'autorisation de transfèrement.
Décision du directeur d'établissement (décision de 30 jours)	Dans les 30 jours calendaires suivant la date de l'autorisation de transfèrement vers une UIS. Ne se reproduit pas.	DC 711, par. 56 : «Le directeur de l'établissement examine le cas d'un détenu placé dans une UIS, y compris la recommandation du CRCUIS, et rend une décision :

		b. dans un délai de 30 jours civils à compter de la date de l'autorisation de transfèrement du détenu vers un UIS
--	--	--

<p>Décision du directeur d'établissement ad-hoc</p>	<p>Pas de calendrier.</p>	<p>Cette décision et ce résultat n'apparaîtront que dans le rapport sur les décisions passées. Cette décision ne peut avoir un résultat du transfèrement.</p>
<p>Revue régionale</p>	<p>Dans les 45 jours civils à compter de l'autorisation de transfèrement du détenu par l'UIS et tous les 30 jours civils à compter de la dernière révision régionale.</p>	<p>Bien que la DC 711, paragraphe. 59 stipule actuellement" Le sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnelles (SCAOC), examinera le cas d'un détenu dans une UIS dans les 45 jours civils suivant l'autorisation de transfèrement du détenu dans une UIS et dans les 30 jours civils suivant chaque examen précédent du SCAOC », nous modifierons cette disposition dans la politique afin de refléter les nouvelles exigences.</p>

Décision du commissaire adjoint principal	Dans les 30 jours civils de la décision du directeur d'établissement est prise dans les 30 jours et se répète tous les 60 jours civils par la suite.	<p>Art. 37.4 Trente jours après la décision du directeur d'établissement en vertu de l'alinéa 37(1)b) selon laquelle un détenu doit rester dans une UIS, le commissaire doit déterminer si le détenu doit rester dans l'UIS. Cette tâche est déléguée au DSC dans la politique.</p> <p>Récurrente – Les décisions de la DDC doivent être prises tous les 60 jours civils à compter de la dernière, après la décision initiale prise dans les 30 jours civils suivants la décision du directeur d'établissement de 30 jours civils.</p>
--	--	--

		<p>DC 711, par. 62 : « Le sous-commissaire principal (SCP) examinera le cas de chaque détenu transféré vers une UIS afin de déterminer si le détenu devrait demeurer dans une UIS ou si l'on devrait modifier les conditions de détention :</p> <p>a. dans les 30 jours civils suivant la décision prise dans les 30 jours par le directeur de l'établissement et tous les 60 jours par la suite</p>
Décision du DEI	Dans les 30 jours suivant chaque décision du CDS	ADRC, art. 37.8 Trente jours après chacune des déterminations des commissaires en vertu de l'article 37. <i>art.37.4</i> qu'un détenu doit rester dans un UIS, un DEI doit décider si le détenu doit rester dans une UIS.
Responsable institutionnel Décision consécutive Santé enregistrée Professionnel des soins Recommandation	Dès que possible.	Cette décision apparaîtra dans le rapport des décisions passées, le cas échéant.
Comité de la santé Décision	Dès que possible.	Cette décision apparaît dans le Rapport de décision antérieur applicable.
DEI Soins de santé Consultez l'établissement	Pas de calendrier.	Cette décision apparaît dans le Rapport de décision antérieur

		applicable.
DEI Conditions de détention 10 jours	Pas de calendrier.	Cette décision figurera dans le Rapport de décision antérieur, le cas échéant.

DEI 5 ou 15 jours Conditions de détention	Pas de calendrier.	Cette décision figurera dans le Rapport de décision antérieur, le cas échéant.
--	--------------------	--

4. LES PROBLÈMES CONNUS OU POTENTIELS DE QUALITÉ DES DONNÉES

Il n'y a pas de problèmes connus ou potentiels de qualité des données associés à ce ticket.

5. EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS

Voir ci-dessus

6. D'AUTRES IMPACTS CONNUS

Domaines de préoccupation, impacts, problèmes	Oui; Non; N/A
écrans <i>SGD</i> , interdépendances entre les champs, etc.	N
Rapports et formulaires <i>du SGD</i>	N
Crystal Reports	N
Distribution (RTP / Transfert de fichiers)	N
Une conversion des données est-elle nécessaire?	N
Prospecter pour le module DQ	N
Entrepôt de données CSC/NPB	N
Radar / <i>CIPC</i>	N
Infopol / Partenaires externes	N

PBC-IDS	N
Sécurité / Comptes et accès des utilisateurs	N
Impacts connus sur les applications renouvelées par <i>le SGD</i>	N
Évaluation des délinquants sexuels	N

Gestion du logement des délinquants	N
Unité d'intervention structurée	O
Section 84 – Le chemin du retour (Contacts : Gary Loudon, Ryan Liden; Robert Breaks dans la région PAC)	N
Types d'utilisateurs SGD – PA2/ ERC/GRO etc.	N
Affectation d'un utilisateur ou d'un cas à l'accès provincial du SGD	N
Audits des imprimantes partagées	N
Dictionnaire de données SGD	N
Assurance de la performance	N
Matériel de formation	O
Aide en ligne	O
Traduction française confirmée	À déterminer
Terminologie/document examiné par les régions	À déterminer

PROTECTING CANADIANS.
 PROTÉGEONS LES CANADIENS.

6. DOCUMENTS

Liste de contrôle des documents :

Projet de communication du BPR (courriel, note de service, bulletin ou document de formation, selon le cas)



Changements ELT - Post
 Promulgation - Dash



7. BPR ET APPROBATIONS OPÉRATIONNELLES

Bureau de première responsabilité

SignatureDate
Kathy Neil

Signature
SGI

Date

CORRECTIONAL SERVICE CANADA
SERVICE CORRECTIONNEL CANADA



CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.
TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.

SIU 1.2

2020

NEW BUSINESS REQUIREMENTS for **National Dashboard** **Operational Excel Reports**

Azure DevOps #TBD
Release Date TBD

Prepared by SIU Dev Team
Beck Langstone
2020-02-24

DevOps#

Revision History

Date	Version	Description	Author
2020-02-24	1.0	Original Version	Beck Langstone
2020-03-03	1.1	Updated with senior developer feedback	Beck Langstone
2020-03-04	1.2	Updated with business client feedback	Beck Langstone
2020-03-11	1.3	Updated with business client feedback	Beck Langstone
2020-03-25	1.4	Updated with business client feedback	Beck Langstone
2020-04-08	1.5	Updated with business client feedback	Beck Langstone
2020-05-04	1.6	Final version, comments deleted and updated with client and developer feedback	Beck Langstone
2020-05-07	1.7	Timeline around Regional Review reverted to original due to field feedback received by the client	Beck Langstone

DevOps#

-

TABLE OF CONTENTS

1. BACKGROUND/RATIONALE FOR CHANGE	1
2. BUSINESS ANALYSIS	1
3. REQUIREMENTS DETAILS	2
4. KNOWN OR POTENTIAL DATA QUALITY ISSUES.....	8
5. REPORTING REQUIREMENTS.....	8
6. DOCUMENTS.....	9
7. OPI AND BUSINESS APPROVALS	10

DevOps#

1. BACKGROUND/RATIONALE FOR CHANGE

Type of Request:

Changes to Excel Reports from the National Dashboard

Historical Background:

On November 30, 2019, Bill C-83 came into force resulting in the elimination of Administrative and Disciplinary Segregation and the introduction of Structured Intervention Units. To respond to this legislation, a new Structured Intervention Unit (SIU) module was developed.

The SIU module has been used to record information related to transfer authorizations to and from the SIU; immediate needs, suicide checklists, threat risk assessments, procedural safeguards, reviews and decisions by CSC and the Independent External Decision Makers (IEDMs), cell assignments, daily activities, and health assessments.

The National Dashboard was built to facilitate oversight of the SIUs nationally, though data quality issues caused it to display incorrect numbers. Now that the SIUs are implemented nationally, we have a new set of operational reports requested by the client to support management of SIU's and better identify with accuracy when legislated SIU decisions are required. Currently, these decision BF dates are being completed manually, although not sustainable as decision timeframes become increasingly difficult to track manually.

Enhancing the existing National and Local Dashboard will provide for more user flexibility in accessing data specific to their role and purpose for requiring the information and in ensuring required SIU decisions are completed within the legislated timeframes.

This will be the first phase of changes to the National Dashboard. As a first phase, we will create these operational reports in the form of excel sheets.

2. BUSINESS ANALYSIS

These reports will ensure that sites, regions, and NHQ can quickly access accurate information about offenders in SIU and identify when future are decisions are due as well as when past decisions were completed. To best meet these needs, the creation of three separate reports: one report will identify the inmate population currently in SIU; a second will identify upcoming SIU decisions and reviews and their respective the due dates; and the third will identify offender specific past SIU related decisions, along with offender profile information.

3. REQUIREMENTS DETAILS

Description –

1. Add new Population Report Excel Export

A user will be able to select the scope and time range of this report: for a site, for a region, and nationally. An “Export” button will create an excel sheet with the following data. The report will include all offenders in SIU or RM within the given time period.

SIU/RM Population Reports
Facility Code and name
Inmate Name
Inmate FPS
Indigenous
Gender
Offender Security level
SIU Transfer Authorization date
SIU Transfer Confirmation date (where applicable)
Confinement Authorized By (AWI/AWO or Correctional Manager)
SIU Transfer Reason
Days in SIU/RM
Transferred from which site
Sentence Status (Incarcerated / Remand / Suspended – Temp. Detained / New Sentence).

2. SIU Bring Forward Upcoming Decision Excel Report

A user will be able to select the scope of this report: for a site, for a region, and nationally. A user will also be able to set a timeframe. This report will show upcoming **time-based** bring forwards.

An “Export” button will create an excel sheet with the following data. Only decisions and reviews that occur at regular times will appear in this report. Event-driven decisions will continue to send email notifications, and health recommendation driven decisions will continue to appear on the local dashboard, accompanied by email notifications.

SIU BF Reports
Inmate Name
Inmate FPS
Institution
Indigenous
Gender
SIU Transfer Authorization date
SIU Transfer Confirmation date (where applicable)
Confinement Authorized By (AWI/AWO or Correctional Manager)
SIU Transfer Reason
Days in SIU/RM
Transfer Confirmation (if applicable) Due date
SIU IH Transfer Decision due date
Institutional Head 30 Day Decision due
Regional Review Due Date
Senior Deputy Commissioner Decision due date
IEDM Decision due date

Once the required **non-recurrent** decision is completed, it will display as N/A in this report.

Once the required **recurrent** decision/review is completed, the next upcoming date will display in this report.

If an upcoming decision or review is dependant on the date of another decision or review that has not yet been completed, the column shall indicate which decision has yet to be completed.

For example, the Senior Deputy Commissioner Decision must be made 30 days from the Institutional Head 30 Day decision. If the Institutional Head 30 Day Decision has not been made, under the column for the Senior Deputy Commissioner Decision Due Date shall display "IH 30 Day Decision not completed".

If a decision maker's decision is to transfer an offender out of an SIU, but the offender refuses to leave the SIU, upcoming decisions and reviews will continue to be tracked on this report until they are successfully released.

3. SIU Past Decision Report

A user will be able to select the scope of this report: for a site, for a region, and nationally as well as timeframe.

This report will display all reviews and decisions for offenders who are in SIU within the given timeframe. This includes decisions and reviews that may have occurred outside of the given timeframe.

Finalized decisions and reviews will display with a date. "Pending" or "Cancelled" reviews/decisions will display as such.

SIU Past Decision Report
Inmate Name
Inmate FPS
Facility Name
Indigenous
Gender
Offender Security level
SIU Transfer Authorization date
Confinement Authorized By (AWI/AWO or Correctional Manager)
SIU Transfer Reason
Days in SIU/RM
Sentence Status (Incarcerated / Remand / Suspended – Temp. Detained / New Sentence).
Review/Decision Type
Recommendation (if applicable)
Decision Outcome
Date Completed
Release Refused (if applicable)

Outlined in the table below are SIU decisions and their respective timelines (if applicable). Any timeframes counted from the date of authorization are inclusive of the date of authorization.

DECISION/REVIEW TYPE	BF TIMEFRAME	NOTES
SIU Transfer Confirmation	Within 1 Working day from date of Authorization for transfer to SIU. Only applicable if the authorization is completed by a Correctional Manager.	Required when the Correctional manager in Charge of Institution authorized the transfer after hours, on weekends or Statutory Holidays. CD 711, para. 14, "Where the Correctional Manager in charge authorizes the SIU transfer, the Assistant Warden, Interventions, or Assistant Warden, Operations, must either confirm or cancel the

		authorization on the first working day.”
Cancellation of SIU Authorization to Transfer	No time frame.	At any time prior to the Institutional Head’s SIU transfer decision. This decision will appear in the Past Decision Report.
SIU Transfer Decision (5 Working-day decision)	Within 5 working days from date of Authorization for transfer to SIU. Does not recur.	The Institutional head will make a decision to approve or not approve an inmate’s authorization to transfer to an SIU. CD 711, para. 56: “The Institutional Head will review the case of an inmate in an SIU, including the recommendation of the SIURC and provide a decision: a. within five working days of the authorization to transfer the inmate to a SIU, including the day of the transfer authorization.
Institutional Head Decision (30-day decision)	Within 30-calendar days from the date of Authorization for Transfer to a SIU. Does not recur.	CD 711, para. 56: “The Institutional Head will review the case of an inmate in an SIU, including the recommendation of the SIURC and provide a decision: b. within 30 calendar days from the date of the authorization to transfer the inmate to a SIU

Ad-hoc Institutional Head Decision	No time frame.	This decision and outcome will only appear in the Past Decision report. This decision can only have an outcome of transfer out.
Regional Review	Within 45 calendar days from an inmate's SIU authorization to transfer and within every 30 calendar days of the last regional review.	Although CD 711, para. 59 currently states: "The Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), will review the case of an inmate in a SIU within 45 calendar days of the inmate's authorization for transfer to a SIU and within 30 calendar days of each previous ADCCO review" we will be changing this in policy to reflect the new requirements.
Senior Deputy Commissioner Decision	Within 30-calendar days of the Institutional Head's 30-day decision and recurs within every 60-calendar days thereafter.	S. 37.4 Thirty days after the IH decision under 37.(1)(b) that an inmate should remain in an SIU the Commissioner shall determine whether the inmate should remain in the SIU. This is delegated to the SDC in policy. Recurrent – SDC Decisions must be completed within every 60-calendar days from the last one, following the initial decision completed within 30-calendar days of the 30-calendar day IH decision.

		<p>CD 711, para. 62: “The SDC will review the case of each inmate authorized for transfer to a SIU to determine whether the inmate should remain in a SIU or alter any conditions of confinement:</p> <p>a. within 30 calendar days of the Institutional Head’s 30-day decision and within every 60 days thereafter</p>
IEDM Decision	Within 30-days of each SDC Decision	CCRA, sec. 37.8 Thirty days after each of the Commissioners determinations under s.37.4 that an inmate should remain in an SIU, an IEDM shall make a decision if the inmate should remain in the unit.
Institutional Head Decision following Registered Health Care Professional Recommendation	As soon as practicable.	This decision will appear in the Past Decision report where applicable.
Health Committee Decision	As soon as practicable.	This decision will appear in the Past Decision report where applicable.
IEDM Health Care Review	No time frame.	This decision will appear in the Past Decision report where applicable.
IEDM Conditions of Confinement 10 Days	No time frame.	This decision will appear in the Past Decision report where applicable.

IEDM 5 or 15 days Conditions of Confinement	No time frame.	This decision will appear in the Past Decision report where applicable.
--	----------------	---

4. KNOWN OR POTENTIAL DATA QUALITY ISSUES

There are no known or potential data quality issues which are associated to this ticket.

5. REPORTING REQUIREMENTS

See above

6. OTHER KNOWN IMPACTS

Areas of concern, impacts, issues	Yes; No; N/A
OMS screens, field inter-dependencies etc.	N
OMS reports and forms	N
Crystal Reports	N
Distribution (RTP / File Transfer)	N
Is any Data Conversion required	N
Prospect for the DQ Module	N
CSC/NPB Datawarehouse	N
Radar / CPIC	N
Infopol / External Partners	N
PBC-IDS	N
Security / User Accounts and Accesses	N
Known impacts on OMS-Renewed Applications	N
Sex Offender Assessment	N

Offender Accommodation Management	N
Structured Intervention Unit	Y
Section 84 – The Path Home (Contacts: Gary Louden; Ryan Liden; Robert Breaks in PAC region)	N
OMS user types - PA2/ CRF/GRO etc	N
OMS Provincial Access User or Case Assignment	N
Shared Printer audits	N
OMS Data Dictionary	N
Performance Assurance	N
Training Material	Y
On-Line Help	Y
French Translation Confirmed	TBD
Terminology/Document Reviewed by the Regions	TBD

6. DOCUMENTS

Checklist of documents:

- OPI draft communication (e-mail, memo, bulletin, or training document, as appropriate)



LTE Changes - Post
 Promulgation - Dash

7. OPI AND BUSINESS APPROVALS

Office of Primary Interest

Signature
Kathy Neil

Date

Signature
IMS

Date

SIU Transfer Cases – Approved and Confirmed on Flight: July 20-24, 2020

Sending Region	Destination Region	On NHQ List Yes/No	Total
Atlantic	Ontario	Yes	4
	Pacific	Yes	2
	Prairies	Yes	2
	Quebec	Yes	5
Atlantic Total			13
Ontario	Pacific	Yes	2
	Prairies	Yes	4
	Quebec	Yes	1
Ontario Total			7
Pacific	Atlantic	Yes	2
	Ontario	Yes	4
	Prairies	Yes	1
	Quebec	Yes	3
Pacific Total			10
Prairies	Ontario	Yes	6
	Pacific	Yes	4
	Prairies	Yes	2
	Quebec	Yes	6
Prairies Total			18
Quebec	Atlantic	Yes	2
	Ontario	Yes	1
	Pacific	Yes	9
	Prairies	Yes	4
	Quebec	Yes	7
Quebec Total			23
Grand Total			71

Cas de transfèrement vers une UIS – Approuvés et présence confirmée à bord du vol : 20 au 24 juillet 2020

Région de départ	Destination	Inscrit sur la liste de l'AC Oui/non	Total
Atlantique	Ontario	Oui	4
	Pacifique	Oui	2
	Prairies	Oui	2
	Québec	Oui	5
Total Atlantique			13
Ontario	Pacifique	Oui	2
	Prairies	Oui	4
	Québec	Oui	1
Total Ontario			7
Pacifique	Atlantique	Oui	2
	Ontario	Oui	4
	Prairies	Oui	1
	Québec	Oui	3
Total Pacifique			10
Prairies	Ontario	Oui	6
	Pacifique	Oui	4
	Prairies	Oui	2
	Québec	Oui	6
Total Prairies			18
Québec	Atlantique	Oui	2
	Ontario	Oui	1
	Pacifique	Oui	9
	Prairies	Oui	4
	Québec	Oui	7
Total Québec			23
Grand total			71

CORRECTIONAL SERVICE CANADA

CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.



SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.

Forum des décideurs externes indépendants principaux (DEIP) et du SCC

Compte rendu des décisions

Le 4 février 2021

Présent(e)s :

Sabine Michaud, décideuse externe indépendante principale (DEIP)
Kevin Hood, décideur externe indépendant principal (DEIP)
Geneviève Ricard, Opérations des unités d'intervention structurée (SCC)
Nicole Kettles, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)

Absent(e)s :

Rosamund Dunkley, Division des services correctionnels et de la justice pénale (SP)
Pierre Covo, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)
Sundeeb Cheema, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)

1. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Mesures relatives à la COVID**

G. Ricard indique qu'il y aura une séance d'information sur le Comité de gestion sur les interventions préventives (CGIP) en français et une séance en anglais pour toutes les régions. G. Ricard demande aux DEIP de soumettre toute question supplémentaire d'ici la fin de la journée du 19 février 2021. Les deux séances seront prévues la semaine prochaine, si possible.

Mesures de suivi :

Les DEIP présenteront des questions supplémentaires concernant les prochaines séances d'information sur le CGIP.

Rappel : Avant la fermeture des bureaux le 19 février 2021

P. Covo organisera les séances d'information en français et en anglais.

Rappel : le 26 février 2021

2. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Mises à jour sur les politiques**

Aucune mise à jour.

La DEIP Michaud demande une mise à jour sur la correspondance privilégiée. G. Ricard indique qu'elle a entamé des discussions avec le bureau de première responsabilité (BPR) chargé des visites et de la correspondance, et qu'elle fournira une mise à jour à la prochaine réunion le 2 mars 2021.

3. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Soutien administratif pour les DEI**
N. Kettles indique que S. Cheema fournira une mise à jour écrite aux adjoints administratifs des DEIP.

Mesure de suivi :

S. Cheema fournira une mise à jour par courriel aux DEIP.

Rappel : le 19 février 2021

4. **Points des DEIP**

G. Ricard indique que l'intention est d'envoyer l'ordre du jour avec le compte rendu de la réunion précédente dans les deux langues officielles avant la réunion pour obtenir les commentaires des DEIP.

La DEIP Michaud indique qu'elle aimerait discuter de la pratique qui consiste à mettre fin à un placement dans une UIS pour isolement médical en raison de la COVID-19. Elle fait remarquer que les DEI préféreraient que l'on détermine si le retrait temporaire d'un détenu de l'UIS constitue un retrait de l'UIS. Le placement dans l'UIS se poursuit jusqu'au transfert vers une population carcérale régulière. G. Ricard indique que l'intention n'est pas de retourner le détenu à l'UIS après l'isolement médical, mais plutôt d'utiliser la période d'isolement pour traiter les questions ayant mené au placement dans l'UIS. Les DEIP ont demandé que ce point soit ajouté à l'ordre du jour de la prochaine réunion; ils en discuteront avec tous les DEI pour se préparer à cette discussion.

Mesure de suivi :

N. Kettles ajoutera le point à l'ordre du jour de la réunion de la semaine prochaine.

5. *Suivi* : **Séances d'information**

N. Kettles indique que la présentation PowerPoint pour la prochaine séance d'information sur le classement par niveau de sécurité et les profils de la population sera partagée avec les DEIP d'ici la fin de la semaine. Elle informe les DEIP que P. Covo travaille activement avec les Services de santé pour planifier une séance d'information de suivi; une mise à jour à cet égard suivra.

Mesures de suivi :

P. Covo fera le point sur la séance d'information sur les services de santé.

Rappel : le 2 mars 2021

P. Covo enverra une présentation PowerPoint aux DEIP pour la séance sur le classement par niveau de sécurité et les profils de la population.

Rappel : le 19 février 2021

6. *Suivi* : **Registres des activités**

G. Ricard informe les DEIP que le SCC cherche activement une solution qui permettra à la fois de suivre chaque offre d'activité, le temps passé hors de la cellule et les refus.

G. Ricard fournira une mise à jour lorsqu'elle sera disponible.

La DEIP Michaud précise sa préoccupation concernant la question des refus qui se chevauchent. Il semble que le détenu est à deux endroits en même temps. Par exemple, le détenu participe à une activité dans la cour, mais le registre indique qu'il refuse une autre activité à la porte de sa cellule. La DEIP Michaud indique que certains DEI ne regardent même pas les données de l'application ELT parce qu'elles sont tellement inexactes.

La DEIP Michaud résume sa conversation avec le DEI à Millhaven. Elle indique que l'établissement saisit les données manuellement au lieu d'utiliser l'appareil portatif, ce qui cause plus de problèmes de qualité des données. G. Ricard s'est engagée à examiner la question et à fournir une mise à jour.

Mesures de suivi :

G. Ricard fera le point sur la voie à suivre pour enregistrer plusieurs offres et l'incidence connexe sur le double comptage du nombre d'heures offertes dans l'application ELT.

Rappel : le 2 mars 2021

G. Ricard fera le point sur la capacité de l'application ELT de suivre l'emplacement des refus.

Rappel : le 2 mars 2021

G. Ricard fera le point sur l'utilisation de l'application portative LTE par l'Établissement de Millhaven.

Rappel : le 2 mars 2021

7. Suivi : Plans de l'UIS

N. Kettles indique que les DEIP recevront les plans d'étage d'ici la fin de la semaine.

La DEIP Michaud fait part de son intention de visiter toutes les UIS après la crise de COVID-19. Elle indique que tous les DEI de l'Est visiteront les établissements 2 à 3 à la fois et qu'ils vont développer un plan pour visiter les établissements et observeront la routine de l'établissement l'UIS pendant un certain temps. Le DEIP Hood confirme que les DEI de l'Ouest suivront un processus semblable.

Le DEIP Hood mentionne que les DEI ont l'intention de rencontrer les comités pertinents, par exemple le Comité du mieux-être des détenus. Les DEIP ajouteront cette question à l'ordre du jour lorsque la demande sera concrétisée.

Mesures de suivi :

P. Covo enverra par courriel les plans d'étage des UIS aux DEIP.

Rappel : le 19 février 2021

8. Horaire des vols interrégionaux

Le DEIP Hood précise la demande. Souvent, les DEI effectuent de longs examens lorsque le détenu est transféré dans une autre région. Les DEIP reconnaissent qu'ils n'ont

pas besoin de connaître le nom des détenus qui seront sur les vols, mais un horaire indiquant où et quand les vols de transfèrement ont lieu est utile.

G. Ricard fait le point sur la sensibilité et la fragilité de cette information, les vols et les transfèvements peuvent changer à n'importe quel moment. Elle souligne que compte tenu des précautions prises en raison de la COVID-19, le SCC tente d'éviter de loger des détenus dans un établissement temporaire lorsqu'ils se rendent à leur destination. Cela limite le nombre de détenus qui peuvent être transférés sur chaque vol. Les DEIP reconnaissent la volatilité des manifestes de vol.

La DEIP Michaud demande un courriel, présentant l'horaire, avec un avertissement qu'il est modifiable sans préavis. Elle demande si le courriel pourrait présenter les établissements qui seraient touchés par les vols.

Mesures de suivi :

G. Ricard enverra un courriel aux DEIP chaque fois qu'un vol est prévu.

Rappel : En cours

9. Table ronde

Aucune question n'est soulevée.

CORRECTIONAL SERVICE CANADA

CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.



SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.

Senior Independent External Decision Maker (SIEDM) and CSC Forum

Record of Decisions

February 16, 2021

Present:

Sabine Michaud; Senior Independent Decision Maker (SIEDM)
Kevin Hood; Senior Independent Decision Maker (SIEDM)
Geneviève Ricard; Structured Intervention Units, Operations, (CSC)
Nicole Kettles; Structured Interventions Unit, Implementation, (CSC)

Absent:

Rosamund Dunkley; Corrections and Criminal Justice Division, (PS)
Pierre Covo; Structured Interventions Unit Implementation, (CSC)
Sundeep Cheema; Structured Interventions Unit, Implementation, (CSC)

1. *Standing Agenda Item: COVID Measures*

G. Ricard advised there will be one information session on MERC in French and one English session for all the regions. G. Ricard asked for SIEDMs to submit any additional questions by end of day February 19, 2021. Both sessions will be scheduled for next week if possible.

Action:

SIEDMs to submit additional questions regarding the upcoming MERC information sessions.

BF: COB February 19, 2021

P. Covo to schedule both English and French information sessions.

BF: February 26, 2021

2. *Standing Agenda Item: Policy Updates*

No updates.

SIEDM Michaud requested an update on Privileged Correspondence. G. Ricard advised she has engaged discussions with the Office of Primary Interest (OPI) for visits and correspondence and will provide an update at the next meeting on March 2, 2021.

3. *Standing Agenda Item: Administrative Support for the IEDMs*

N. Kettles advised that S. Cheema to provide written update to the SIEDMs' administrative support.

Action:

S. Cheema to provide update via email to the SIEDMs.

BF: February 19, 2021

4. SIEDM Items

G. Ricard advised the intention is to send out the agenda with the previous minutes in both official languages in advance of the meeting for SIEDM input.

SIEDM Michaud advised they would like to discuss the practice of terminating an SIU placement for medical isolation due to COVID-19. She noted: the IEDMs would prefer a will assess if the temporary removal of an inmate constitutes a removal from the SIU continuity of placement in the SIU until transferred to the mainstream population. G. Ricard advised that the intention is not to have the inmate return to the SIU after medical isolation, that time should be used to resolve the SIU status. The SIEDMs requested for this item to be added to the next agenda and they will discuss with all IEDMs to prepare for this discussion.

Action:

N. Kettles to add to the agenda next week.

5. Follow up: Information Sessions

N. Kettles advised the PowerPoint presentation for the upcoming Security classification & population profiles information session, will be shared with the SIEDMs by the end of the week. She updated the SIEDMs, P. Covo is actively working with Health Services to schedule a follow up information session, update to follow.

Action:

P. Covo to provide update on Health Services information session

BF: March 2, 2021

P. Covo to send PowerPoint presentation to the SIEDMs for the Security classification & population profiles session.

BF: February 19, 2021

6. Follow up: Activity Logs

G. Ricard advised the SIEDMs that CSC is actively looking for a solution to both track every activity offer and the amount of time out of cell and refusals. G. Ricard will provide update when available.

SIEDM Michaud clarified her concern regarding the issue of overlapping refusals. It appears the inmate is in two places at once. For example, the inmate is participating in an activity in the yard, yet it shows him declining another activity at his cell door. SIEDM

Michaud advised that some IEDMs do not even look at the data in the LTE application because it is so inaccurate.

SIEDM Michaud briefed on her conversation with the IEDM at Millhaven, she stated the institution is manually entering the data instead of using the handheld device, this is causing more data quality issues. G. Ricard committed to looking into this and providing an update.

Action:

G. Ricard to provide update on the way forward for recording multiple offers and the associated impact on double counting the number of hours offered in the LTE

BF: March 2, 2021

G. Ricard to provide update on the ability of the LTE to track the location of refusals.

BF: March 2, 2021

G. Ricard to provide update on Millhaven Institution use of the handheld LTE application.

BF: March 2, 2021

7. Follow up: SIU Plans

N. Kettles advised the SIEDMs will receive the floor plans by the end of the week.

SIEDM Michaud announced their intention to tour all the SIUs after the COVID-19 crisis. She advised that Eastern IEDMs will, ~~they are developing a plan all IEDMs in the East will to tour the institutions, 2-3 at a time and will and~~ observe the routine of the institution SIU for a period of time. SIEDM Hood confirmed the Western IEDMs will be following a similar process.

SIEDM Hood advised the IEDMs intention of meeting with relevant committees, for example the Inmate Wellness Committee. The SIEDMs will add this matter to the agenda when they have solidified a request.

Action:

P. Covo to send SIEDMs the SIU floor plans via email.

BF: February 19, 2021

8. Interregional flight schedule

SIEDM Hood clarified the request. Often the IEDMs are completing a lengthy reviews when the inmate is transferred to a different region. The SIEDMs acknowledged, they do not need to know the names of which inmates will be on the flights, however, a schedule of where and when the transfer flights occur is useful.

G. Ricard briefed on the sensitivity and fragility of this information, flights and transfers can change at a moments notice. She highlighted that as a result of COVID-19

precautions, CSC tries to avoid housing inmates in a temporary institution while en route to their final destination. This limits the amount of inmates who can be transferred on each flight. The SIEDMs acknowledged the volatility of flight manifests.

SIEDM Michaud requested an email, advising of the schedule with the caveat that it is subject to change at any time. She questioned whether the email could contain which institutions would be impacted by the flights.

Action:

G. Ricard to provide the SIEDMs with an email each time a flight is scheduled.

BF: Ongoing

9. Roundtable

No issues raised.

DRAFT

CORRECTIONAL SERVICE CANADA

CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.



SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.

Senior Independent External Decision Maker (SIEDM) and CSC Forum

Record of Discussion

April 13, 2021

Present:

Sabine Michaud; Senior Independent Decision Maker (SIEDM)
Kevin Hood; Senior Independent Decision Maker (SIEDM)
Geneviève Ricard; Structured Intervention Units, Operations, (CSC)
Pierre Covo; Structured Interventions Unit Implementation, (CSC)
Sundeep Cheema; Structured Interventions Unit, Implementation, (CSC)
Benjamin Offei-Awuku; Structured Interventions Unit, Implementation, (CSC)
Lauren Wilson; Structured Interventions Unit Implementation, (CSC)
Daniel Lahey, Public Safety

Absent:

Lyndon Murdock; Corrections and Criminal Justice Division, (PS)

1. Standing Agenda Item: Review the record of discussion

SIEDMs didn't get the chance to review it before the meeting. They will provide their comments, if any, via email in the upcoming days.

2. Standing Agenda Item: COVID Measures

SIEDM Hood advised he has not been receiving the MERC updates.

P. Covo noted he will follow up with the ADDCOs and provide an update. *P. Covo* emphasized he will check if there is a way for the SIEDMs to receive regular updates of the MERC and then they can distribute it to the rest of the IEDMs.

3. LTE Issues:

L. Wilson asked if there are any questions the SIEDMs wanted to start with.

SIEDM Hood asked if there were new functionalities to the LTE, which *L. Wilson* answered no and emphasized any malfunctions will be fixed.

L. Wilson gave a brief overview of the new LTE features. SIEDM Hood and Michaud asked various questions about the new features to which L. Wilson responded accordingly.

SIEDM Michaud proposed a meeting be held with the IEDMs with L. Wilson in order for her to give detail information on the new LTE update. SIEDM Hood suggested the meeting be held in both languages, and IEDMs can choose which one of the meetings to attend.

P. Covo proposed the meeting be an hour long for each session. P. Covo emphasized the SIEDMs should propose a date (s) and time (s) they want the meeting to be held in order for a more suitable date and time to be decided on.

4. *Standing Agenda Item: Policy Updates*

S. Cheema noted a case management bulletin was sent this week and advised that he will share this with the SIEDMs through email.

5. *Standing Agenda Item: Administrative Support for the IEDMs*

S. Cheema advised that S. Wu, the IEDM Administrative Assistant (QUE) has been extended until 2021-12-31

Staffing shared comments in relation to the AS02 selection tools. S. Cheema hopes finalize the tools in the next week or so.

6. *Standing Agenda Item: SIEDM Items*

SIEDM Michaud requested that the SIEDMs be provided with next inmate transfer list.

G. Ricard noted they are still working on the list and she will be able to provide new updates in the next meeting. G. Ricard emphasized the next inmate transfer will also be dependent on flight availabilities and may be subject to change.

BF: April 20, 2021

7. *Follow up: Privileged Communication*

G. Ricard noted that the Memo have been prepared for the sites. G. Ricard emphasized that they are consulting with appropriate sectors to determine if the memo is clear enough. G. Ricard advised the memo would be shared as soon as everything is finalized.

8. *Onboarding new IEDMs / L'intégration des nouveaux DEI*

P. Covo advised that the two vacancies for the IEDM positions will be filled pretty soon. P. Covo proposed to the SIEDMs, to also come up with ideas on what can be done to help with onboarding the new IEDMs. P. Covo emphasized CSC cannot hold the IEDM orientation as they did previously.

9. **Roundtable**

SIEDM Hood noted they have noticed a significant drop in the number of inmates at the SIU. He questioned if this coincidental or if measures have been put in place to reduce the number of inmates in the SIU.

P. Covo noted this would be discussed in detail during the next meeting.

SIEDM Michaud asked if we can advise IEDMs of any imminent transfer when there is an upcoming 37.8 review.

This would also be discussed during the next meeting.

DRAFT

CORRECTIONAL SERVICE CANADA

CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.



SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

TRANSFORMONS DES VIES. PROTÉGEONS LES CANADIENS.

Forum des décideurs externes indépendants principaux (DEIP) et du SCC

Compte rendu des discussions

Le 13 avril 2021

Présent(e)s :

Sabine Michaud, décideuse externe indépendante principale (DEIP)
Kevin Hood, décideur externe indépendant principal (DEIP)
Geneviève Ricard, Unités d'intervention structurée, Opérations (SCC)
Pierre Covo, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)
Sundeep Cheema, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)
Benjamin Offei-Awuku, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)
Lauren Wilson, Mise en œuvre des unités d'intervention structurée (SCC)
Daniel Lahey, Sécurité publique

Absent(e)s :

Lyndon Murdock, Division des services correctionnels et de la justice pénale (SP)

1. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Examen du compte rendu des discussions**

Les DEIP n'ont pas eu l'occasion de l'examiner avant la réunion. Ils feront part de leurs commentaires, le cas échéant, par courrier électronique dans les prochains jours.

2. *Point permanent à l'ordre du jour* : Mesures relatives à la **COVID-19**

Le DEIP Hood indique qu'il n'a pas reçu les mises à jour du Comité de gestion des interventions préventives (CGIP).

P. Covo signale qu'il effectuera un suivi auprès des sous-commissaires adjoints des Opérations correctionnelles (SCAOC) et fournira une mise à jour. Il vérifiera s'il est possible pour les DEIP de recevoir des mises à jour régulières du CGIP et de les distribuer par la suite au reste des décideurs externes indépendants (DEI).

3. *Problèmes liés à l'application ELT*

L. Wilson demande s'il y a des questions par lesquelles les DEIP voudraient commencer.

Le DEIP Hood demande si de nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées à l'application ELT (Évolution long terme). L. Wilson répond non et souligne que tout mauvais fonctionnement sera réparé.

L. Wilson donne un aperçu des nouvelles fonctionnalités de l'ELT. Les DEIP Hood et Michaud posent diverses questions au sujet des nouvelles fonctionnalités. L. Wilson y répond en conséquence.

La DEIP Michaud propose qu'une réunion ait lieu entre les DEI et L. Wilson pour qu'elle puisse fournir des renseignements détaillés à la nouvelle mise à jour sur l'ELT. Le DEIP Hood suggère que la réunion ait lieu dans les deux langues et que les DEI puissent choisir l'une des réunions à laquelle assister.

P. Covo propose que la réunion dure une heure pour chacune des séances. Il souligne que les DEIP devraient proposer une date et une heure à laquelle ils voudraient tenir la réunion afin de pouvoir décider d'une date et d'une heure plus convenables.

4. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Mise à jour sur les politiques**

S. Cheema signale qu'un bulletin de gestion de cas a été envoyé cette semaine et indique qu'il l'enverra aux DEIP par courrier électronique.

5. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Soutien administratif pour le DEI**. S. Cheema indique que le mandat de S. Wu, adjointe administrative pour le DEI (Québec), a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2021.

L'équipe de la dotation a partagé des commentaires sur les outils de sélection pour le poste AS-02. S. Cheema espère terminer la mise au point des outils dans la prochaine semaine ou plus.

6. *Point permanent à l'ordre du jour* : **Points relatifs aux DEIP**

La DEIP Michaud demande que le DEIP reçoive la prochaine liste de transfèrement des détenus.

G. Ricard indique qu'ils travaillent toujours à mettre au point la liste et qu'elle sera en mesure de fournir de nouvelles mises à jour au cours de la prochaine réunion. Elle souligne que le prochain transfèrement de détenus dépendra également de la disponibilité des vols et peut être sujet à des changements.

Rappel : le 20 avril 2021

7. *Suivi* : **Communication privilégiée**

G. Ricard indique que la note de service a été préparée pour les établissements. Elle souligne qu'ils consultent les secteurs appropriés pour déterminer si la note est suffisamment claire. Elle indique que la note de service sera diffusée dès que le tout sera terminé.

8. *L'intégration des nouveaux DEI*

P. Covo indique que les deux postes vacants pour les DEI seront bientôt pourvus. Il propose également aux DEIP de présenter des idées sur ce qui peut être fait pour intégrer les nouveaux DEI. Il souligne que le SCC ne peut pas organiser une séance d'orientation pour les DEI comme il le faisait auparavant.

9. **Tour de table**

Le DEIP Hood indique qu'ils ont remarqué une baisse importante dans le nombre de détenus dans les unités d'intervention structurée (UIS). Il se demande si c'est une coïncidence ou si des mesures ont été mises en place pour réduire le nombre de détenus dans les UIS.

P. Covo signale que cela sera discuté en détail au cours de la prochaine réunion.

La DEIP Michaud demande si l'on peut informer les DEI de tout transfèrement imminent lorsqu'il y a un examen au titre de l'article 37.8 qui s'en vient.

Cela sera également discuté au cours de la prochaine réunion.

ÉBA

SIU & IEDM Data 2020-04-12

REGION	Men - SIU Occupancy in as of 2020-04-09	Women - SIU Occupancy in as of 2020-04-09
PACIFIC	23	0
PRAIRIES	69	0
ONTARIO	27	0
QUEBEC	70	0
ATLANTIC	26	0
TOTAL	215	0

		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
s. 37.83(1) and (2) – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Conditions of confinement: 5-day and 15/30</p> <p>(1) If, for five consecutive days or for a total of 15 days during any 30-day period, an inmate confined in a structured intervention unit has not spent a minimum of four hours a day outside the inmate’s cell or has not interacted, for a minimum of two hours a day, with others, an IEDM shall, as soon as practicable, determine whether the Service has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) and to encourage the inmate to avail themselves of those opportunities.</p> <p>(2) If the independent external decision-maker determines that the Service has not taken all reasonable steps, he or she may make any recommendation to the Service that he or she considers appropriate to remedy the situation.</p>	Total number of cases referred to IEDM	121	177	93	200	128	719
	Not Required – inmate transferred out of SIU or referral in error	34	35	18	66	29	182 (25%)
	Decisions rendered	59	97	56	62	70	344 (48%)
	IEDM determination - CSC has taken all reasonable steps.	56	87	37	39	35	254 (72% of decisions rendered)
	IEDM determination - CSC has not taken all reasonable steps and recommendations have been provided. s. 37.83(2)	3	10	19	30	35	97 (27% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	1	0	1	3	2	5 (1%)
	Pending IEDM decisions	27	45	18	62	27	179 (25%)
Comments	27% of IEDM reviews rendered have resulted in recommendations by the IEDM; 73 % of reviews have determined that CSC took all reasonable steps to provide inmates with the opportunities referred to in subsection 36(1). This is consistent with the previous decision summary from March 2020.						
s. 37.83(3) – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Power to direct removal from SIU (7 days)</p> <p>If the Service, within the period of seven days commencing on the day on which it receives recommendations, fails to satisfy the IEDM that it has taken all reasonable steps to provide the</p>	Total number of cases referred to IEDM	3	10	19	30	35	97
	Not Required – inmate transferred out of SIU	1	0	0	2	5	8 (8%)
	Decisions rendered	1	7	4	8	12	32 (33%)

SIU & IEDM Data 2020-04-12

		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) (minimum 4 hours out and interacted with others for a minimum of two hours), the IEDM shall direct the Service to remove the inmate from the structured intervention unit and provide a notice of the direction to the <i>Correctional Investigator</i>	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU and notice provided to the Correctional Investigator	0	0	0	2	0	2 (2%)
	Pending IEDM decisions	1	3	15	20	18	57 (58%)
s.23.06(1) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Review Whether to remain in SIU: 10 consecutive days</p> <p>If, in accordance with subsection 37.83(1) or (3) of the Act, the IEDM determines that the Service has taken all reasonable steps to provide an inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) of the Act but that, in the last 10 consecutive days, the inmate, while continuing to be confined in a structured intervention unit, has not spent a minimum of four hours a day outside their cell or has not interacted with others for a minimum of two hours a day, the IEDM shall determine, as soon as practicable, whether the inmate should remain in the structured intervention unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	30	43	7	22	25	127
	Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	3	3	0	6	2	14 (11%)
	Decisions rendered	21	24	5	13	16	79 (62%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	12	18	5	9	9	53 (67% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	8	4	0	4	6	22 (28% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	1	2	0	0	1	4 (5% of decisions rendered)
	Pending IEDM decisions	6	16	2	3	7	34 (27%)
s.37.8 – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Decision after Commissioner’s determination</p> <p>Thirty days after each of the Commissioner’s determinations under section 37.4 that an inmate should remain in a structured intervention unit, an IEDM shall, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	10	33	10	38	19	110
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	3	2	1	5	3	14 (13%)
	Decisions rendered	5	16	5	17	7	50 (45%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	5	16	4	11	6	42 (84% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	0	0	1	6	1	8 (50% of decisions rendered)
	Pending IEDM decisions	2	15	4	16	9	46 (42%)

SIU & IEDM Data 2020-04-12

		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
s.37.81 – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Decision after committee’s determination</p> <p>If a committee established under subsection 37.31(3) determines that an inmate should remain in a structured intervention unit or determines that an inmate’s conditions of confinement in the structured intervention unit should not be altered in accordance with a recommendation of a registered health care professional under section 37.2, an IEDM shall, as soon as practicable, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit or whether the inmate’s conditions of confinement in the unit should be altered.</p>	Total number of cases referred to IEDM	0	0	0	0	0	0
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs that inmate remain in SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs the removal of the inmate from the SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs CSC to alter inmate’s conditions of confinement.	0	0	0	0	0	0
	Pending IEDM decisions	0	0	0	0	0	0
s.23.07(1)(a) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Reviews Decision after committee’s determination</p> <p>For the purpose of an inmate who was authorized to be transferred to a structured intervention unit at least four times within a period of 180 consecutive days and, during which period, the matter was not referred to the independent external decision maker for the purposes of making a determination in accordance with section 37.8 of the act;</p>	Total number of cases referred to IEDM	1	0	1	3	1	6
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	1	1	0	2
	IEDM Provided recommendations	0	0	0	1	0	1
	IEDM did not provide recommendations	0	0	1	0	0	1
	Pending Reviews	1	0	0	2	0	4
s.23.07(1)(b) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Reviews Referral by CSC</p> <p>The independent external decision maker shall review; at the request of the service, the case of an inmate who is or was authorized to be transferred to a structured intervention unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	0	0	4	0	0	4
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	2	0	0	2
	IEDM Provided recommendations	0	0	0	0	0	0

SIU & IEDM Data 2020-04-12

	PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
IEDM did not provide recommendations	0	0	2	0	0	2
Pending Reviews	0	0	2	0	0	0
ALL CSC REFERRALS (less referrals in error or decision not required)						
	124 (14%)	223 (26%)	115 (13%)	214 (27%)	169 (20%)	845
ALL IEDM DECISIONS/REVIEWS						
	86 (17%)	144 (28%)	73 (14%)	101 (20%)	105 (21%)	509 (62%)
IEDM DECISIONS TO TRANSFER INMATE OUT OF SIU (where a transfer out decision is applicable – 93 decisions total)						
	8 (25%)	4 (12%)	1 (3%)	12 (37%)	7 (22%)	32 (34%)

UIS et DEI – Données au 12 avril 2020

RÉGION	Hommes – Occupation des cellules des UIS au 2020-04-09	Femmes – Occupation des cellules des UIS au 2020-04-09
PACIFIQUE	23	0
PRAIRIES	69	0
ONTARIO	27	0
QUÉBEC	70	0
ATLANTIQUE	26	0
TOTAL	215	0

PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
-----------	----------	---------	--------	------------	-------

Paragr. 37.83(1) et (2) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
<p>Examen Conditions de détention : 5-jours et 15/30 (1) Si, pendant cinq jours consécutifs ou un total de quinze jours au cours d'une période de trente jours, le détenu incarcéré dans l'unité d'intervention structurée n'a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n'a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant doit, dès que possible, déterminer si le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) et pour encourager celui-ci à s'en prévaloir.</p> <p>(2) S'il détermine que le Service n'a pas pris toutes les mesures utiles, le décideur indépendant peut lui faire des recommandations qu'il estime indiquées pour remédier à la situation.</p>	Nombre total de cas renvoyés au DEI	121	177	93	200	128	719
	Non requis – Le détenu a été transféré de l'UIS ou son cas a été renvoyé par erreur	34	35	18	66	29	182 (25 %)
	Décisions rendues	59	97	56	62	70	344 (48 %)
	Décision du DEI – Le SCC a pris toutes les mesures utiles	56	87	37	39	35	254 (72 % des décisions rendues)
	Décision du DEI – Le SCC n'a pas pris toutes les mesures utiles et des recommandations ont été faites. Paragr. 37.83(2)	3	10	19	30	35	97 (27 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	1	0	1	3	2	5 (1 %)
	Décisions du DEI en attente	27	45	18	62	27	179 (25 %)
Commentaires	27 % des examens menés par les DEI ont résulté en des recommandations par le DEI; dans 73 % des examens, on a déterminé que le SCC a pris toutes les mesures utiles pour accorder aux détenus les possibilités visées au paragraphe 36(1). Cela est conforme au sommaire des décisions précédent de mars 2020.						
Paragr. 37.83(3) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen	Nombre total de cas renvoyés au DEI	3	10	19	30	35	97

UIS et DEI – Données au 12 avril 2020

Paragr. 23.06(1) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Pouvoir d’ordonner le retrait de l’UIS (7 jours) Si, dans les sept jours de la réception des recommandations, le Service n’a pas démontré qu’il a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) (au moins quatre heures passées en dehors de sa cellule et au moins deux heures d’interactions avec les autres), le décideur externe indépendant ordonne au Service de retirer le détenu de l’unité d’intervention structurée et en avise l’enquêteur correctionnel.	Non requis – le détenu a été transféré de l’UIS	1	0	0	2	5	8 (8 %)
	Décisions rendues	1	7	4	8	12	32 (33 %)
		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS et en avise l’enquêteur correctionnel	0	0	0	2	0	2 (2 %)
	Décisions du DEI en attente	1	3	15	20	18	57 (58 %)
Paragr. 23.06(1) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen Décision de maintenir le détenu dans l’UIS : 10 jours consécutifs S’il conclut, aux termes des paragraphes 37.83(1) ou (3) de la Loi, que le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu incarcéré dans une unité d’intervention structurée les possibilités visées au paragraphe 36(1) de la Loi, mais que, depuis dix jours consécutifs, ce dernier n’a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n’a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant est tenu de décider dès que possible si le détenu doit demeurer incarcéré dans l’unité d’intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	30	43	7	22	25	127
	Non requise – le détenu a été transféré de l’UIS avant la décision du DEI	3	3	0	6	2	14 (11 %)
	Décisions rendues	21	24	5	13	16	79 (62 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l’UIS	12	18	5	9	9	53 (67 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS	8	4	0	4	6	22 (28 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	1	2	0	0	1	4 (5 % des décisions rendues)
	Décisions du DEI en attente	6	16	2	3	7	34 (27 %)
Paragr. 37.8 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Décision : après décision du commissaire Trente jours après chacune des décisions prises en application de l’article 37.4 par le commissaire portant que le détenu doit demeurer dans l’unité d’intervention structurée, le décideur	Nombre total de cas renvoyés au DEI	10	33	10	38	19	110
	Non requise – le détenu a été transféré de l’UIS avant la décision du DEI	3	2	1	5	3	14 (13 %)

UIS et DEI – Données au 12 avril 2020

externe indépendant décide, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit y demeurer.	Décisions rendues	5	16	5	17	7	50 (45 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	5	16	4	11	6	42 (84 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	0	0	1	6	1	8 (50 % des décisions rendues)
	Décisions du DEI en attente	2	15	4	16	9	46 (42 %)
		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL

Paragr. 37.81 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Examen Décision : après décision du comité Si le comité constitué en vertu du paragraphe 37.31(3) décide que le détenu doit demeurer dans l'unité d'intervention structurée ou que les conditions d'incarcération du détenu dans l'unité d'intervention structurée ne doivent pas être modifiées conformément à la recommandation qui lui est faite par le professionnel de la santé agréé au titre de l'article 37.2, le décideur externe indépendant décide, dès que possible, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit demeurer dans l'unité ou si les conditions d'incarcération du détenu dans celle-ci doivent être modifiées.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	0	0	0	0
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	0	0	0	0
	Décisions rendues	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de modifier les conditions d'incarcération du détenu	0	0	0	0	0	0
	Décisions du DEI en attente	0	0	0	0	0	0

Paragr. 23.07(1)(a) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Examens Décision : après décision du comité Lorsque le transfèrement d'un détenu vers une unité d'intervention structurée a été autorisé au moins quatre fois sur une période de 180 jours consécutifs et que le cas n'a pas fait l'objet d'un renvoi au décideur externe indépendant aux fins de décision, conformément à l'article 37.8 de la Loi.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	1	0	1	3	1	6
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	0	0	0	0
	Décisions rendues	0	0	1	1	0	2
	Décision du DEI – Recommandations	0	0	0	1	0	1
	Décision du DEI – Aucune recommandation	0	0	1	0	0	1
	Examens en attente	1	0	0	2	0	4

Paragr. 23.07(1)(b) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

UIS et DEI – Données au 12 avril 2020

Examens Renvoi du SCC Le décideur externe indépendant doit examiner, à la demande du Service, le cas du détenu qui fait ou a fait l'objet d'une autorisation de transfèrement dans une unité d'intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	4	0	0	4
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	0	0	0	0
	Décisions rendues	0	0	2	0	0	2
	Décision du DEI – Recommandations	0	0	0	0	0	0
		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
	Décision du DEI – Aucune recommandation	0	0	2	0	0	2
	Examens en attente	0	0	2	0	0	0
TOUS LES RENVOIS DU SCC (moins les renvois effectués par erreur ou pour lesquels une décision n'est pas requise)		124 (14 %)	223 (26 %)	115 (13 %)	214 (27 %)	169 (20 %)	845
TOTAL DES DÉCISIONS/EXAMENS DES DEI		86 (17 %)	144 (28 %)	73 (14 %)	101 (20 %)	105 (21 %)	509 (62 %)
DÉCISIONS DES DEI DE TRANSFÉRER LE DÉTENU DE L'UIS (lorsqu'une décision de transfèrement à partir de l'UIS s'applique – total de 93 décisions applicables)		8 (25 %)	4 (12 %)	1 (3 %)	12 (37 %)	7 (22 %)	32 (34 %)

SIU & IEDM Data 2020-08-04

REGION	Men - SIU Occupancy in as of 2020-07-20	Women - SIU Occupancy in as of 2020-07-20
PACIFIC	25 (13%)	0
PRAIRIES	59 (31%)	3
ONTARIO	25 (13%)	0
QUEBEC	53 (28%)	0
ATLANTIC	26 (14%)	0
TOTAL	188	3

		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
s. 37.83(1) and (2) – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Conditions of confinement: 5-day and 15/30</p> <p>(1) If, for five consecutive days or for a total of 15 days during any 30-day period, an inmate confined in a structured intervention unit has not spent a minimum of four hours a day outside the inmate’s cell or has not interacted, for a minimum of two hours a day, with others, an IEDM shall, as soon as practicable, determine whether the Service has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) and to encourage the inmate to avail themselves of those opportunities.</p> <p>(2) If the independent external decision-maker determines that the Service has not taken all reasonable steps, he or she may make any recommendation to the Service that he or she considers appropriate to remedy the situation.</p>	Total number of cases referred to IEDM	277 (21%)	316 (23%)	156 (12%)	386 (29%)	210 (16%)	1345
	Not Required – inmate transferred out of SIU or referral in error	105	94	49	187	62	497 (37%)
	Decisions rendered	152	198	93	143	117	703 (52%)
	IEDM determination - CSC has taken all reasonable steps.	139	185	66	89	71	550 (78% of decisions rendered)
	IEDM determination - CSC has not taken all reasonable steps and recommendations have been provided. <i>s. 37.83(2)</i>	13 (9%)	13 (7%)	27 (29%)	54 (38%)	46 (39%)	153 (22% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	4	8	1	9	5	27 (4%)
	Pending IEDM decisions	16	16	13	47	26	118 (9%)
Comments	22% of IEDM reviews rendered have resulted in recommendations by the IEDM; 78% of reviews have determined that CSC took all reasonable steps to provide inmates with the opportunities referred to in subsection 36(1). The Atlantic Region had the highest percentage of IEDM recommendations (39%) while the Prairie Region had the lowest percentage of recommendations at 7%.						

SIU & IEDM Data 2020-08-04

s. 37.83(3) – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Power to direct removal from SIU (7 days)</p> <p>If the Service, within the period of seven days commencing on the day on which it receives recommendations, fails to satisfy the IEDM that it has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) (minimum 4 hours out and interacted with others for a minimum of two hours), the IEDM shall direct the Service to remove the inmate from the structured intervention unit and provide a notice of the direction to the <i>Correctional Investigator</i></p>	Total number of cases referred to IEDM	13	13	27	54	46	153
	Not Required – inmate transferred out of SIU	4	3	12	18	15	52 (34%)
	Decisions rendered	7	9	9	27	25	77 (50%)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU and notice provided to the Correctional Investigator	3	1	0	7	6	17 (22% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	1	1	2	4	0	8 (11%)
	Pending IEDM decisions	1	0	4	5	6	16 (10%)
Comments	Of 703 case reviews pursuant to sec. 37.83, seventeen (2.4%) have resulted in an order by the IEDM to remove the inmate from an SIU.						
s.23.06(1) – Corrections and Conditional Release Regulations		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Whether to remain in SIU: 10 consecutive days</p> <p>If, in accordance with subsection 37.83(1) or (3) of the Act, the IEDM determines that the Service has taken all reasonable steps to provide an inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) of the Act but that, in the last 10 consecutive days, the inmate, while continuing to be confined in a structured intervention unit, has not spent a minimum of four hours a day outside their cell or has not interacted with others for a minimum of two hours a day, the IEDM shall determine, as soon as practicable, whether the inmate should remain in the structured intervention unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	83	109	19	60	42	313
	Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision or referral in error	27	22	8	18	6	81 (26%)
	Decisions rendered	53	63	11	34	31	192 (61%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	32	53	8	21	17	131 (68% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	21	10	3	13	14	61 (32% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	3	11	0	3	3	20 (17%)
Pending IEDM decisions	2	14	0	5	2	23 (7%)	

SIU & IEDM Data 2020-08-04

s.37.8 – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Decision after Commissioner’s determination</p> <p>Thirty days after each of the Commissioner’s determinations under section 37.4 that an inmate should remain in a structured intervention unit, an IEDM shall, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	24	89	24	91	44	272
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	10	25	4	25	13	77 (28%)
	Decisions rendered	13	50	16	58	22	159 (58%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	11	48	10	47	17	133 (84% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	2	2	6	11	5	26 (16% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	0	0	1	1	0	2 (2%)
	Pending IEDM decisions	1	13	3	4	7	28 (10%)
s.37.81 – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Decision after committee’s determination</p> <p>If a committee established under subsection 37.31(3) determines that an inmate should remain in a structured intervention unit or determines that an inmate’s conditions of confinement in the structured intervention unit should not be altered in accordance with a recommendation of a registered health care professional under section 37.2, an IEDM shall, as soon as practicable, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit or whether the inmate’s conditions of confinement in the unit should be altered.</p>	Total number of cases referred to IEDM	0	0	0	0	0	0
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs that inmate remain in SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs the removal of the inmate from the SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs CSC to alter inmate’s conditions of confinement.	0	0	0	0	0	0
	Pending IEDM decisions	0	0	0	0	0	0
s.23.07(1)(a) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Reviews</p> <p>For the purpose of section 37.9 of the Act, the IEDM shall review the following: the case of an inmate who was authorized to be transferred to a structured intervention unit at least four times within a period of 180 consecutive days and, during which period, the matter was not referred to the independent external decision maker for the purposes of making a determination in accordance with section 37.8 of the act;</p>	Cases referred to IEDM	11	0	5	17	4	37
	Reviews rendered	6	0	1	1	1	9
	IEDM provided recommendations	2	0	0	1	1	4
	No recommendations	4	0	1	0	0	5
	Pending Reviews	5	0	4	16	3	28

SIU & IEDM Data 2020-08-04

s.23.07(1)(b) – Corrections and Conditional Release Regulations									
Reviews Referral by CSC									
The independent external decision maker shall review, at the request of the service, the case of an inmate who is or was authorized to be transferred to a structured intervention unit.									
	Total number of cases referred to IEDM	0	0	4	0	0	0	0	4
Review Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision		0	0	1	0	0	0	0	1
Reviews rendered		0	0	3	0	0	0	0	3
IEDM Provided recommendations		0	0	1	0	0	0	0	1
No recommendations		0	0	2	0	0	0	0	2
Pending Reviews		0	0	0	0	0	0	0	0
ALL CSC REFERRALS (less referrals in error or decision not required)									
		253 (19%)	373 (28%)	146 (10%)	324 (26%)	219 (17%)			1315
ALL IEDM DECISIONS/REVIEWS									
		231 (20%)	320 (28%)	133 (12%)	263 (23%)	196 (17%)			1143 (87%)
IEDM DECISIONS TO TRANSFER INMATE OUT OF SIU (where a transfer out decision is applicable – 428 total applicable decisions)									
		26/73 (36%)	13/122 (11%)	9/36 (25%)	31/119 (26%)	25/78 (32%)			104/428 (24%)

UIS et DEI – Données au 4 août 2020

RÉGION	Hommes – Occupation des cellules des UIS au 2020-07-20	Femmes – Occupation des cellules des UIS au 2020-07-20
PACIFIQUE	25 (13 %)	0
PRAIRIES	59 (31 %)	3
ONTARIO	25 (13 %)	0
QUÉBEC	53 (28 %)	0
ATLANTIQUE	26 (14 %)	0
TOTAL	188	3

PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
-----------	----------	---------	--------	------------	-------

Paragr. 37.83(1) et (2) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
<p>Examen Conditions de détention : 5-jours et 15/30</p> <p>(1) Si, pendant cinq jours consécutifs ou un total de quinze jours au cours d'une période de trente jours, le détenu incarcéré dans l'unité d'intervention structurée n'a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n'a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant doit, dès que possible, déterminer si le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) et pour encourager celui-ci à s'en prévaloir.</p> <p>(2) S'il détermine que le Service n'a pas pris toutes les mesures utiles, le décideur indépendant peut lui faire des recommandations qu'il estime indiquées pour remédier à la situation.</p>	Nombre total de cas renvoyés au DEI	277 (21 %)	316 (23 %)	156 (12 %)	386 (29 %)	210 (16 %)	1 345
	Non requis – Le détenu a été transféré de l'UIS ou son cas a été renvoyé par erreur	105	94	49	187	62	497 (37 %)
	Décisions rendues	152	198	93	143	117	703 (52 %)
	Décision du DEI – Le SCC a pris toutes les mesures utiles	139	185	66	89	71	550 (78 % des décisions rendues)
	Décision du DEI – Le SCC n'a pas pris toutes les mesures utiles et des recommandations ont été faites. <i>Paragr. 37.83(2)</i>	13 (9 %)	13 (7 %)	27 (29 %)	54 (38 %)	46 (39 %)	153 (22 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	4	8	1	9	5	27 (4 %)
	Décisions du DEI en attente	16	16	13	47	26	118 (9 %)
Commentaires	22 % des examens menés par les DEI ont résulté en des recommandations par le DEI; dans 78 % des examens, on a déterminé que le SCC a pris toutes les mesures utiles pour accorder aux détenus les possibilités visées au paragraphe 36(1). La région d'Atlantique comptait le pourcentage le plus élevé de recommandations par le DEI (39 %), tandis que la région des Prairies comptait le pourcentage de recommandations le moins élevé (7 %).						

UIS et DEI – Données au 4 août 2020

Paragr. 37.83(3) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Pouvoir d’ordonner le retrait de l’UIS (7 jours) Si, dans les sept jours de la réception des recommandations, le Service n’a pas démontré qu’il a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) (au moins quatre heures passées en dehors de sa cellule et au moins deux heures d’interactions avec les autres), le décideur externe indépendant ordonne au Service de retirer le détenu de l’unité d’intervention structurée et en avise l’enquêteur correctionnel.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	13	13	27	54	46	153
	Non requis – le détenu a été transféré de l’UIS	4	3	12	18	15	52 (34 %)
	Décisions rendues	7	9	9	27	25	77 (50 %)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS et en avise l’enquêteur correctionnel	3	1	0	7	6	17 (22 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	1	1	2	4	0	8 (11 %)
	Décisions du DEI en attente	1	0	4	5	6	16 (10 %)
Commentaires	Parmi les 703 examens de cas en vertu de l’article 37.83, dix-sept (2,4 %) ont entraîné une décision par le DEI d’ordonner le retrait du détenu de l’UIS.						
Paragr. 23.06(1) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Décision de maintenir le détenu dans l’UIS : 10 jours consécutifs S’il conclut, aux termes des paragraphes 37.83(1) ou (3) de la Loi, que le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu incarcéré dans une unité d’intervention structurée les possibilités visées au paragraphe 36(1) de la Loi, mais que, depuis dix jours consécutifs, ce dernier n’a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n’a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant est tenu de décider dès que possible si le détenu doit demeurer incarcéré dans l’unité d’intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	83	109	19	60	42	313
	Non requise – le détenu a été transféré de l’UIS avant la décision du DEI ou son cas a été renvoyé par erreur	27	22	8	18	6	81 (26 %)
	Décisions rendues	53	63	11	34	31	192 (61 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l’UIS	32	53	8	21	17	131 (68 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS	21	10	3	13	14	61 (32 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	3	11	0	3	3	20 (17 %)
	Décisions du DEI en attente	2	14	0	5	2	23 (7 %)

UIS et DEI – Données au 4 août 2020

Paragr. 37.8 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Décision : après décision du commissaire Trente jours après chacune des décisions prises en application de l'article 37.4 par le commissaire portant que le détenu doit demeurer dans l'unité d'intervention structurée, le décideur externe indépendant décide, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit y demeurer.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	24	89	24	91	44	272
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	10	25	4	25	13	77 (28 %)
	Décisions rendues	13	50	16	58	22	159 (58 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	11	48	10	47	17	133 (84 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	2	2	6	11	5	26 (16 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	0	0	1	1	0	2 (2 %)
	Décisions du DEI en attente	1	13	3	4	7	28 (10 %)
Paragr. 37.81 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen Décision : après décision du commissaire Si le comité constitué en vertu du paragraphe 37.31(3) décide que le détenu doit demeurer dans l'unité d'intervention structurée ou que les conditions d'incarcération du détenu dans l'unité d'intervention structurée ne doivent pas être modifiées conformément à la recommandation qui lui est faite par le professionnel de la santé agréé au titre de l'article 37.2, le décideur externe indépendant décide, dès que possible, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit demeurer dans l'unité ou si les conditions d'incarcération du détenu dans celle-ci doivent être modifiées.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	0	0	0	0
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	0	0	0	0
	Décisions rendues	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de modifier les conditions d'incarcération du détenu	0	0	0	0	0	0
	Décisions du DEI en attente	0	0	0	0	0	0
Paragr. 23.07(1)(a) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examens Pour l'application de l'article 37.9 de la Loi, le décideur externe indépendant doit examiner ce qui suit : les cas où le transfèrement d'un détenu vers une unité d'intervention	Cas renvoyés au DEI	11	0	5	17	4	37
	Décisions rendues	6	0	1	1	1	9
	Décision du DEI – Recommandations	2	0	0	1	1	4

UIS et DEI – Données au 4 août 2020

structurée a été autorisé au moins quatre fois sur une période de 180 jours consécutifs et où le cas n'a pas fait l'objet d'un renvoi au décideur externe indépendant aux fins de décision, conformément à l'article 37.8 de la Loi.	Aucune recommandation	4	0	1	0	0	5
	Examens en attente	5	0	4	16	3	28
Paragr. 23.07(1)(b) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen Renvoi du SCC Le décideur externe indépendant doit examiner, à la demande du Service, le cas du détenu qui fait ou a fait l'objet d'une autorisation de transfèrement dans une unité d'intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	4	0	0	4
	Décision non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	1	0	0	1
	Décisions rendues	0	0	3	0	0	3
	Décision du DEI – Recommandations	0	0	1	0	0	1
	Aucune recommandation	0	0	2	0	0	2
	Examens en attente	0	0	0	0	0	0
TOUS LES RENVOIS DU SCC (moins les renvois effectués par erreur ou pour lesquels une décision n'est pas requise)							
		253 (19 %)	373 (28 %)	146 (10 %)	324 (26 %)	219 (17 %)	1 315
TOTAL DES DÉCISIONS/EXAMENS DES DEI							
		231 (20 %)	320 (28 %)	133 (12 %)	263 (23 %)	196 (17 %)	1 143 (87 %)
DÉCISIONS DES DEI DE TRANSFÉRER LE DÉTENU DE L'UIS (lorsqu'une décision de transfèrement à partir de l'UIS s'applique – total de 428 décisions applicables)							
		26/73 (36 %)	13/122 (11 %)	9/36 (25 %)	31/119 (26 %)	25/78 (32 %)	104/428 (24 %)

SIU & IEDM Data 2020-08-17

REGION	Men - SIU Occupancy in as of 2020-08-17	Women - SIU Occupancy in as of 2020-08-17
PACIFIC	20 (10%)	0
PRAIRIES	71 (35%)	3
ONTARIO	20 (10%)	0
QUEBEC	59 (29%)	0
ATLANTIC	31 (15%)	0
TOTAL	201	3

PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
---------	----------	---------	--------	----------	-------

s. 37.83(1) and (2) – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Conditions of confinement: 5-day and 15/30</p> <p>(1) If, for five consecutive days or for a total of 15 days during any 30-day period, an inmate confined in a structured intervention unit has not spent a minimum of four hours a day outside the inmate’s cell or has not interacted, for a minimum of two hours a day, with others, an IEDM shall, as soon as practicable, determine whether the Service has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) and to encourage the inmate to avail themselves of those opportunities.</p> <p>(2) If the independent external decision-maker determines that the Service has not taken all reasonable steps, he or she may make any recommendation to the Service that he or she considers appropriate to remedy the situation.</p>	Total number of cases referred to IEDM	285 (20%)	337 (24%)	164 (11%)	416 (29%)	225 (16%)	1427
	Not Required – inmate transferred out of SIU or referral in error	111	99	55	207	71	543 (38%)
	Decisions rendered	156	203	97	150	123	729 (51%)
	IEDM determination - CSC has taken all reasonable steps.	143	189	69	91	75	567 (78% of decisions rendered)
	IEDM determination - CSC has not taken all reasonable steps and recommendations have been provided. s. 37.83(2)	13 (8%)	14 (7%)	28 (29%)	59 (39%)	48 (39%)	162 (22% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	4	10	2	9	5	30 (4%)
	Pending IEDM decisions	14	25	10	50	26	125 (9%)
Comments	22% of IEDM reviews rendered have resulted in recommendations by the IEDM; 78% of reviews have determined that CSC took all reasonable steps to provide inmates with the opportunities referred to in subsection 36(1). The Atlantic Region had the highest percentage of IEDM recommendations (39%) while the Prairie Region had the lowest percentage of recommendations at 7%.						

SIU & IEDM Data 2020-08-17

s. 37.83(3) – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Power to direct removal from SIU (7 days)</p> <p>If the Service, within the period of seven days commencing on the day on which it receives recommendations, fails to satisfy the IEDM that it has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) (minimum 4 hours out and interacted with others for a minimum of two hours), the IEDM shall direct the Service to remove the inmate from the structured intervention unit and provide a notice of the direction to the <i>Correctional Investigator</i></p>	Total number of cases referred to IEDM	13	14	28	59	48	162
	Not Required – inmate transferred out of SIU	4	3	12	18	17	54 (33%)
	Decisions rendered	7	9	9	27	25	77 (48%)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU and notice provided to the Correctional Investigator	3	1	0	7	6	17 (22% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	1	1	2	4	0	8 (9%)
	Pending IEDM decisions	1	1	5	10	6	23 (14%)
Comments	Of 729 case reviews pursuant to sec. 37.83, seventeen (2.3%) have resulted in an order by the IEDM to remove the inmate from an SIU.						
s.23.06(1) – Corrections and Conditional Release Regulations		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Whether to remain in SIU: 10 consecutive days</p> <p>If, in accordance with subsection 37.83(1) or (3) of the Act, the IEDM determines that the Service has taken all reasonable steps to provide an inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) of the Act but that, in the last 10 consecutive days, the inmate, while continuing to be confined in a structured intervention unit, has not spent a minimum of four hours a day outside their cell or has not interacted with others for a minimum of two hours a day, the IEDM shall determine, as soon as practicable, whether the inmate should remain in the structured intervention unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	85	113	21	62	45	326
	Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision or referral in error	28	24	8	18	7	85 (26%)
	Decisions rendered	53	67	11	34	32	197 (60%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	32	57	8	21	17	135 (69% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	21	10	3	13	15	62 (31% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	3	12	1	3	4	23 (18%)
Pending IEDM decisions	3	11	1	7	2	24 (7%)	

SIU & IEDM Data 2020-08-17

s.37.8 – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Decision after Commissioner’s determination</p> <p>Thirty days after each of the Commissioner’s determinations under section 37.4 that an inmate should remain in a structured intervention unit, an IEDM shall, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	25	93	27	93	44	282
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	10	30	5	26	13	84 (30%)
	Decisions rendered	13	54	16	59	24	166 (59%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	11	52	10	48	19	140 (84% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	2	2	6	11	5	26 (16% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	0	0	1	1	0	2 (2%)
	Pending IEDM decisions	2	7	5	4	5	23 (8%)
s.37.81 – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Decision after committee’s determination</p> <p>If a committee established under subsection 37.31(3) determines that an inmate should remain in a structured intervention unit or determines that an inmate’s conditions of confinement in the structured intervention unit should not be altered in accordance with a recommendation of a registered health care professional under section 37.2, an IEDM shall, as soon as practicable, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit or whether the inmate’s conditions of confinement in the unit should be altered.</p>	Total number of cases referred to IEDM	0	0	0	0	0	0
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs that inmate remain in SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs the removal of the inmate from the SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs CSC to alter inmate’s conditions of confinement.	0	0	0	0	0	0
	Pending IEDM decisions	0	0	0	0	0	0
s.23.07(1)(a) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Reviews</p> <p>For the purpose of section 37.9 of the Act, the IEDM shall review the following: the case of an inmate who was authorized to be transferred to a structured intervention unit at least four times within a period of 180 consecutive days and, during which period, the matter was not referred to the independent external decision maker for the purposes of making a determination in accordance with section 37.8 of the act;</p>	Cases referred to IEDM	11	0	5	22	4	42
	Reviews rendered	6	0	1	2	1	10
	IEDM provided recommendations	2	0	0	1	1	4
	No recommendations	4	0	1	1	0	6
	Pending Reviews	5	0	4	20	3	32

SIU & IEDM Data 2020-08-17

s.23.07(1)(b) – Corrections and Conditional Release Regulations							
Reviews Referral by CSC The independent external decision maker shall review; at the request of the service, the case of an inmate who is or was authorized to be transferred to a structured intervention unit.	Total number of cases referred to IEDM	0	0	4	0	0	4
	Review Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	1	0	0	1
	Reviews rendered	0	0	3	0	0	3
	IEDM Provided recommendations	0	0	1	0	0	1
	No recommendations	0	0	2	0	0	2
	Pending Reviews	0	0	0	0	0	0
ALL CSC REFERRALS (less referrals in error or decision not required)		257 (19%)	390 (29%)	152 (11%)	342 (25%)	227 (17%)	1368
ALL IEDM DECISIONS/REVIEWS		235 (20%)	333 (28%)	137 (12%)	272 (23%)	205 (17%)	1182 (86%)
IEDM DECISIONS TO TRANSFER INMATE OUT OF SIU (where a transfer out decision is applicable – 440 total applicable decisions)		26/73 (36%)	13/130 (11%)	9/36 (25%)	31/120 (26%)	26/81 (32%)	105/440 (24%)

UIS et DEI – Données au 17 août 2020

RÉGION	Hommes – Occupation des cellules des UIS au 2020-08-17	Femmes – Occupation des cellules des UIS au 2020-08-17
PACIFIQUE	20 (10 %)	0
PRAIRIES	71 (35 %)	3
ONTARIO	20 (10 %)	0
QUÉBEC	59 (29 %)	0
ATLANTIQUE	31 (15 %)	0
TOTAL	201	3

PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
-----------	----------	---------	--------	------------	-------

Paragr. 37.83(1) et (2) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
<p>Examen Conditions de détention : 5-jours et 15/30</p> <p>(1) Si, pendant cinq jours consécutifs ou un total de quinze jours au cours d'une période de trente jours, le détenu incarcéré dans l'unité d'intervention structurée n'a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n'a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant doit, dès que possible, déterminer si le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) et pour encourager celui-ci à s'en prévaloir.</p> <p>(2) S'il détermine que le Service n'a pas pris toutes les mesures utiles, le décideur indépendant peut lui faire des recommandations qu'il estime indiquées pour remédier à la situation.</p>	Nombre total de cas renvoyés au DEI	285 (20 %)	337 (24 %)	164 (11 %)	416 (29 %)	225 (16 %)	1427
	Non requis – Le détenu a été transféré de l'UIS ou son cas a été renvoyé par erreur	111	99	55	207	71	543 (38 %)
	Décisions rendues	156	203	97	150	123	729 (51 %)
	Décision du DEI – Le SCC a pris toutes les mesures utiles	143	189	69	91	75	567 (78 % des décisions rendues)
	Décision du DEI – Le SCC n'a pas pris toutes les mesures utiles et des recommandations ont été faites. <i>Paragr. 37.83(2)</i>	13 (8 %)	14 (7 %)	28 (29 %)	59 (39 %)	48 (39 %)	162 (22 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	4	10	2	9	5	30 (4 %)
	Décisions du DEI en attente	14	25	10	50	26	125 (9 %)
Commentaires	22 % des examens menés par les DEI ont résulté en des recommandations par le DEI; dans 78 % des examens, on a déterminé que le SCC a pris toutes les mesures utiles pour accorder aux détenus les possibilités visées au paragraphe 36(1). La région d'Atlantique comptait le pourcentage le plus élevé de recommandations par le DEI (39 %), tandis que la région des Prairies comptait le pourcentage de recommandations le moins élevé (7 %).						

UIS et DEI – Données au 17 août 2020

Paragr. 37.83(3) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Pouvoir d’ordonner le retrait de l’UIS (7 jours) Si, dans les sept jours de la réception des recommandations, le Service n’a pas démontré qu’il a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) (au moins quatre heures passées en dehors de sa cellule et au moins deux heures d’interactions avec les autres), le décideur externe indépendant ordonne au Service de retirer le détenu de l’unité d’intervention structurée et en avise l’enquêteur correctionnel.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	13	14	28	59	48	162
	Non requis – le détenu a été transféré de l’UIS	4	3	12	18	17	54 (33 %)
	Décisions rendues	7	9	9	27	25	77 (48 %)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS et en avise l’enquêteur correctionnel	3	1	0	7	6	17 (22 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	1	1	2	4	0	8 (9 %)
	Décisions du DEI en attente	1	1	5	10	6	23 (14 %)
Commentaires		Parmi les 703 examens de cas en vertu de l’article 37.83, dix-sept (2,3 %) ont entraîné une décision par le DEI d’ordonner le retrait du détenu de l’UIS.					
Paragr. 23.06(1) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Décision de maintenir le détenu dans l’UIS : 10 jours consécutifs S’il conclut, aux termes des paragraphes 37.83(1) ou (3) de la Loi, que le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu incarcéré dans une unité d’intervention structurée les possibilités visées au paragraphe 36(1) de la Loi, mais que, depuis dix jours consécutifs, ce dernier n’a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n’a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant est tenu de décider dès que possible si le détenu doit demeurer incarcéré dans l’unité d’intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	85	113	21	62	45	326
	Non requise – le détenu a été transféré de l’UIS avant la décision du DEI ou son cas a été renvoyé par erreur	28	24	8	18	7	85 (26 %)
	Décisions rendues	53	67	11	34	32	197 (60 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l’UIS	32	57	8	21	17	135 (69 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS	21	10	3	13	15	62 (31 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	3	12	1	3	4	23 (18 %)
	Décisions du DEI en attente	3	11	1	7	2	24 (7 %)

UIS et DEI – Données au 17 août 2020

Paragr. 37.8 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Décision : après décision du commissaire Trente jours après chacune des décisions prises en application de l'article 37.4 par le commissaire portant que le détenu doit demeurer dans l'unité d'intervention structurée, le décideur externe indépendant décide, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit y demeurer.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	25	93	27	93	44	282
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	10	30	5	26	13	84 (30 %)
	Décisions rendues	13	54	16	59	24	166 (59 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	11	52	10	48	19	140 (84 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	2	2	6	11	5	26 (16 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	0	0	1	1	0	2 (2 %)
	Décisions du DEI en attente	2	7	5	4	5	23 (8 %)
Paragr. 37.81 – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen Décision : après décision du commissaire Si le comité constitué en vertu du paragraphe 37.31(3) décide que le détenu doit demeurer dans l'unité d'intervention structurée ou que les conditions d'incarcération du détenu dans l'unité d'intervention structurée ne doivent pas être modifiées conformément à la recommandation qui lui est faite par le professionnel de la santé agréé au titre de l'article 37.2, le décideur externe indépendant décide, dès que possible, conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 96g.1), si le détenu doit demeurer dans l'unité ou si les conditions d'incarcération du détenu dans celle-ci doivent être modifiées.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	0	0	0	0
	Non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	0	0	0	0
	Décisions rendues	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l'UIS	0	0	0	0	0	0
	Le DEI ordonne au SCC de modifier les conditions d'incarcération du détenu	0	0	0	0	0	0
	Décisions du DEI en attente	0	0	0	0	0	0
Paragr. 23.07(1)(a) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examens Pour l'application de l'article 37.9 de la Loi, le décideur externe indépendant doit examiner ce qui suit : les cas où le transfèrement d'un détenu vers une unité d'intervention	Cas renvoyés au DEI	11	0	5	22	4	42
	Décisions rendues	6	0	1	2	1	10
	Décision du DEI – Recommandations	2	0	0	1	1	4

UIS et DEI – Données au 17 août 2020

structurée a été autorisé au moins quatre fois sur une période de 180 jours consécutifs et où le cas n'a pas fait l'objet d'un renvoi au décideur externe indépendant aux fins de décision, conformément à l'article 37.8 de la Loi.	Aucune recommandation	4	0	1	1	0	6
	Examens en attente	5	0	4	20	3	32
Paragr. 23.07(1)(b) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
Examen Renvoi du SCC Le décideur externe indépendant doit examiner, à la demande du Service, le cas du détenu qui fait ou a fait l'objet d'une autorisation de transfèrement dans une unité d'intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	0	0	4	0	0	4
	Décision non requise – le détenu a été transféré de l'UIS avant la décision du DEI	0	0	1	0	0	1
	Décisions rendues	0	0	3	0	0	3
	Décision du DEI – Recommandations	0	0	1	0	0	1
	Aucune recommandation	0	0	2	0	0	2
	Examens en attente	0	0	0	0	0	0
TOUS LES RENVOIS DU SCC (moins les renvois effectués par erreur ou pour lesquels une décision n'est pas requise)							
		257 (19 %)	390 (29 %)	152 (11 %)	342 (25 %)	227 (17 %)	1 368
TOTAL DES DÉCISIONS/EXAMENS DES DEI							
		235 (20 %)	333 (28 %)	137 (12 %)	272 (23 %)	205 (17 %)	1 182 (86 %)
DÉCISIONS DES DEI DE TRANSFÉRER LE DÉTENU DE L'UIS (lorsqu'une décision de transfèrement à partir de l'UIS s'applique – total de 440 décisions applicables)							
		26/73 (36 %)	13/130 (11 %)	9/36 (25 %)	31/120 (26 %)	26/81 (32 %)	105/440 (24 %)

SIU & IEDM Data 2020-08-31

REGION	Men - SIU Occupancy in as of 2020-08-31	Women - SIU Occupancy in as of 2020-08-31
PACIFIC	20 (10%)	0
PRAIRIES	82 (40%)	4
ONTARIO	26 (13%)	0
QUEBEC	51 (25%)	0
ATLANTIC	24 (12%)	0
TOTAL	203	4

		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
s. 37.83(1) and (2) – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Conditions of confinement: 5-day and 15/30</p> <p>(1) If, for five consecutive days or for a total of 15 days during any 30-day period, an inmate confined in a structured intervention unit has not spent a minimum of four hours a day outside the inmate’s cell or has not interacted, for a minimum of two hours a day, with others, an IEDM shall, as soon as practicable, determine whether the Service has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) and to encourage the inmate to avail themselves of those opportunities.</p> <p>(2) If the independent external decision-maker determines that the Service has not taken all reasonable steps, he or she may make any recommendation to the Service that he or she considers appropriate to remedy the situation.</p>	Total number of cases referred to IEDM	297 (20%)	359 (24%)	179 (12%)	437 (29%)	230 (15%)	1502
	Not Required – inmate transferred out of SIU or referral in error	119	103	58	233	77	590 (39%)
	Decisions rendered	163	213	101	153	128	758 (50%)
	IEDM determination - CSC has taken all reasonable steps.	150	199	72	92	79	592 (78% of decisions rendered)
	IEDM determination - CSC has not taken all reasonable steps and recommendations have been provided. <i>s. 37.83(2)</i>	13 (8%)	14 (7%)	29 (29%)	61 (40%)	49 (38%)	166 (22% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	4	12	3	9	7	35 (5%)
	Pending IEDM decisions	11	31	17	42	18	125 (8%)
Comments	22% of IEDM reviews rendered have resulted in recommendations by the IEDM; 78% of reviews have determined that CSC took all reasonable steps to provide inmates with the opportunities referred to in subsection 36(1). The Quebec Region had the highest percentage of IEDM recommendations (40%) while the Prairie Region had the lowest percentage of recommendations at 7%.						

SIU & IEDM Data 2020-08-31

s. 37.83(3) – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Power to direct removal from SIU (7 days)</p> <p>If the Service, within the period of seven days commencing on the day on which it receives recommendations, fails to satisfy the IEDM that it has taken all reasonable steps to provide the inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) (minimum 4 hours out and interacted with others for a minimum of two hours), the IEDM shall direct the Service to remove the inmate from the structured intervention unit and provide a notice of the direction to the <i>Correctional Investigator</i></p>	Total number of cases referred to IEDM	13	14	29	61	49	166
	Not Required – inmate transferred out of SIU	5	3	13	21	17	59 (36%)
	Decisions rendered	7	10	10	27	26	80 (48%)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU and notice provided to the Correctional Investigator	3	1	0	7	7	18 (23% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	1	1	2	4	0	8 (9%)
	Pending IEDM decisions	0	0	4	9	6	19 (11%)
Comments	Of 758 case reviews pursuant to sec. 37.83, eighteen (2.3%) have resulted in an order by the IEDM to remove the inmate from an SIU.						
s.23.06(1) – Corrections and Conditional Release Regulations		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Whether to remain in SIU: 10 consecutive days</p> <p>If, in accordance with subsection 37.83(1) or (3) of the Act, the IEDM determines that the Service has taken all reasonable steps to provide an inmate with the opportunities referred to in subsection 36(1) of the Act but that, in the last 10 consecutive days, the inmate, while continuing to be confined in a structured intervention unit, has not spent a minimum of four hours a day outside their cell or has not interacted with others for a minimum of two hours a day, the IEDM shall determine, as soon as practicable, whether the inmate should remain in the structured intervention unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	89	117	22	63	46	337
	Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision or referral in error	28	26	8	18	7	87 (26%)
	Decisions rendered	53	72	11	34	33	203 (60%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	32	62	8	21	17	140 (69% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	21	10	3	13	16	63 (31% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	4	13	1	4	4	26 (19%)
Pending IEDM decisions	6	7	2	7	2	24 (7%)	

SIU & IEDM Data 2020-08-31

s.37.8 – Corrections and Conditional Release Act		PACIFIC	PRAIRIES	ONTARIO	QUEBEC	ATLANTIC	TOTAL
<p>Review Decision after Commissioner’s determination</p> <p>Thirty days after each of the Commissioner’s determinations under section 37.4 that an inmate should remain in a structured intervention unit, an IEDM shall, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit.</p>	Total number of cases referred to IEDM	25	95	28	95	45	288
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	11	32	5	26	13	87 (30%)
	Decisions rendered	13	57	18	61	26	175 (61%)
	IEDM directs that inmate remain in SIU	11	55	12	50	20	148 (85% of decisions rendered)
	IEDM directs CSC to remove inmate from SIU	2	2	6	11	6	27 (15% of decisions rendered)
	Decision Suspended / Decision Moot as determined by IEDM	0	0	1	1	0	2 (2%)
	Pending IEDM decisions	1	4	4	4	4	17 (6%)
s.37.81 – Corrections and Conditional Release Act							
<p>Review Decision after committee’s determination</p> <p>If a committee established under subsection 37.31(3) determines that an inmate should remain in a structured intervention unit or determines that an inmate’s conditions of confinement in the structured intervention unit should not be altered in accordance with a recommendation of a registered health care professional under section 37.2, an IEDM shall, as soon as practicable, in accordance with regulations made under paragraph 96(g.1), determine whether the inmate should remain in the unit or whether the inmate’s conditions of confinement in the unit should be altered.</p>	Total number of cases referred to IEDM	0	0	0	0	0	0
	Decision Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	0	0	0	0
	Decisions rendered	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs that inmate remain in SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs the removal of the inmate from the SIU	0	0	0	0	0	0
	IEDM directs CSC to alter inmate’s conditions of confinement.	0	0	0	0	0	0
	Pending IEDM decisions	0	0	0	0	0	0
s.23.07(1)(a) – Corrections and Conditional Release Regulations							
<p>Reviews</p> <p>For the purpose of section 37.9 of the Act, the IEDM shall review the following: the case of an inmate who was authorized to be transferred to a structured intervention unit at least four times within a period of 180 consecutive days and, during which period, the matter was not referred to the independent external decision maker for the purposes of making a determination in accordance with section 37.8 of the act;</p>	Cases referred to IEDM	11	0	5	24	4	44
	Reviews rendered	7	0	1	2	2	12
	IEDM provided recommendations	3	0	0	1	2	6
	No recommendations	4	0	1	1	0	6
	Pending Reviews	4	0	4	22	2	32

SIU & IEDM Data 2020-08-31

s.23.07(1)(b) – Corrections and Conditional Release Regulations									
Reviews Referral by CSC The independent external decision maker shall review, at the request of the service, the case of an inmate who is or was authorized to be transferred to a structured intervention unit.	Total number of cases referred to IEDM	0	0	4	0	0	0	4	
	Review Not Required – inmate transferred out of SIU before IEDM decision	0	0	1	0	0	0	1	
	Reviews rendered	0	0	3	0	0	0	3	
	IEDM Provided recommendations	0	0	1	0	0	0	1	
	No recommendations	0	0	2	0	0	0	2	
	Pending Reviews	0	0	0	0	0	0	0	
	ALL CSC REFERRALS (less referrals in error or decision not required)								
		264 (19%)	410 (29%)	166 (12%)	342 (24%)	228 (17%)		1410	
ALL IEDM DECISIONS/REVIEWS	243 (20%)	352 (29%)	144 (12%)	277 (23%)	215 (17%)		1231 (87%)		
IEDM DECISIONS TO TRANSFER INMATE OUT OF SIU (where a transfer out decision is applicable – 458 total applicable decisions)	26/73 (36%)	13/139 (9%)	9/39 (23%)	31/122 (25%)	29/85 (34%)		108/458 (24%)		

UIS et DEI – Données au 31 août 2020

RÉGION	Hommes – Occupation des cellules des UIS au 2020-08-31	Femmes – Occupation des cellules des UIS au 2020-08-31
PACIFIQUE	20 (10 %)	0
PRAIRIES	82 (40 %)	4
ONTARIO	26 (13 %)	0
QUÉBEC	51 (25 %)	0
ATLANTIQUE	24 (12 %)	0
TOTAL	203	4

PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
-----------	----------	---------	--------	------------	-------

Paragr. 37.83(1) et (2) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition							
<p>Examen Conditions de détention : 5-jours et 15/30</p> <p>(1) Si, pendant cinq jours consécutifs ou un total de quinze jours au cours d'une période de trente jours, le détenu incarcéré dans l'unité d'intervention structurée n'a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n'a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant doit, dès que possible, déterminer si le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) et pour encourager celui-ci à s'en prévaloir.</p> <p>(2) S'il détermine que le Service n'a pas pris toutes les mesures utiles, le décideur indépendant peut lui faire des recommandations qu'il estime indiquées pour remédier à la situation.</p>	Nombre total de cas renvoyés au DEI	297 (20 %)	359 (24 %)	179 (12 %)	437 (29 %)	230 (15 %)	1 502
	Non requis – Le détenu a été transféré de l'UIS ou son cas a été renvoyé par erreur	119	103	58	233	77	590 (39%)
	Décisions rendues	163	213	101	153	128	758 (50%)
	Décision du DEI – Le SCC a pris toutes les mesures utiles	150	199	72	92	79	592 (78 % des décisions rendues)
	Décision du DEI – Le SCC n'a pas pris toutes les mesures utiles et des recommandations ont été faites. <i>Paragr. 37.83(2)</i>	13 (8 %)	14 (7 %)	29 (29 %)	61 (40 %)	49 (38 %)	166 (22 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	4	12	3	9	7	35 (5 %)
	Décisions du DEI en attente	11	31	17	42	18	125 (8 %)
Commentaires	22 % des examens menés par les DEI ont résulté en des recommandations par le DEI; dans 78 % des examens, on a déterminé que le SCC a pris toutes les mesures utiles pour accorder aux détenus les possibilités visées au paragraphe 36(1). La région de Québec comptait le pourcentage le plus élevé de recommandations par le DEI (40 %), tandis que la région des Prairies comptait le pourcentage de recommandations le moins élevé (7 %).						

UIS et DEI – Données au 31 août 2020

Paragr. 37.83(3) – Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Pouvoir d’ordonner le retrait de l’UIS (7 jours) Si, dans les sept jours de la réception des recommandations, le Service n’a pas démontré qu’il a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu les possibilités visées au paragraphe 36(1) (au moins quatre heures passées en dehors de sa cellule et au moins deux heures d’interactions avec les autres), le décideur externe indépendant ordonne au Service de retirer le détenu de l’unité d’intervention structurée et en avise l’enquêteur correctionnel.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	13	14	29	61	49	166
	Non requis – le détenu a été transféré de l’UIS	5	3	13	21	17	59 (36 %)
	Décisions rendues	7	10	10	27	26	80 (48 %)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS et en avise l’enquêteur correctionnel	3	1	0	7	7	18 (23 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	1	1	2	4	0	8 (9 %)
	Décisions du DEI en attente	0	0	4	9	6	19 (11 %)
Commentaires		Parmi les 758 examens de cas en vertu de l’article 37.83, dix-huit (2,3 %) ont entraîné une décision par le DEI d’ordonner le retrait du détenu de l’UIS.					
Paragr. 23.06(1) – Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition		PACIFIQUE	PRAIRIES	ONTARIO	QUÉBEC	ATLANTIQUE	TOTAL
Examen Décision de maintenir le détenu dans l’UIS : 10 jours consécutifs S’il conclut, aux termes des paragraphes 37.83(1) ou (3) de la Loi, que le Service a pris toutes les mesures utiles pour accorder au détenu incarcéré dans une unité d’intervention structurée les possibilités visées au paragraphe 36(1) de la Loi, mais que, depuis dix jours consécutifs, ce dernier n’a pas passé au moins quatre heures par jour en dehors de sa cellule ou n’a pas, au moins deux heures par jour, interagi avec autrui, le décideur externe indépendant est tenu de décider dès que possible si le détenu doit demeurer incarcéré dans l’unité d’intervention structurée.	Nombre total de cas renvoyés au DEI	89	117	22	63	46	337
	Non requise – le détenu a été transféré de l’UIS avant la décision du DEI ou son cas a été renvoyé par erreur	28	26	8	18	7	87 (26 %)
	Décisions rendues	53	72	11	34	33	203 (60 %)
	Le DEI ordonne que le détenu demeure dans l’UIS	32	62	8	21	17	140 (69 % des décisions rendues)
	Le DEI ordonne au SCC de retirer le détenu de l’UIS	21	10	3	13	16	63 (31 % des décisions rendues)
	Décision suspendue / décision inutile telle que déterminée par le DEI	4	13	1	4	4	26 (19 %)
	Décisions du DEI en attente	6	7	2	7	2	24 (7 %)